



HAL
open science

“Comment peuvent-ils ne pas s’engager ?” Comprendre l’engagement de l’extrême gauche non partisane

Caroline Guibet Lafaye

► To cite this version:

Caroline Guibet Lafaye. “Comment peuvent-ils ne pas s’engager ?” Comprendre l’engagement de l’extrême gauche non partisane. *Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 2018, La démocratie des territoires de l’eau, 21, pp.163-198. 10.3917/parti.021.0163 . hal-01915097

HAL Id: hal-01915097

<https://hal.science/hal-01915097>

Submitted on 7 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« COMMENT PEUVENT-ILS NE PAS S'ENGAGER ? »

Comprendre l'engagement de l'extrême gauche non partisane¹

Caroline GUBET LAFAYE²

Résumé : La violence, qu'il soit question des « débordements » en manifestation ou des attentats, suscite l'étonnement, l'incompréhension et bien souvent l'indignation. Afin de saisir de façon immanente et compréhensive le sens de leur engagement pour des acteurs qui ont parfois eu recours à des moyens violents, nous avons mené une enquête de sociologie qualitative auprès de l'extrême gauche anti-parlementaire française. L'engagement apparaît alors sous un autre jour, à la fois « naturel », « logique », poussé par un refus originel de l'injustice. La question devient alors : « comment est-il possible de ne pas s'engager ? » L'engagement qualifié de radical se dévoile alors comme l'effet d'une inscription analytique de la nécessité d'un agir, au nom de convictions morales et politiques, ancrées dans des conceptions du juste et de l'injuste, comme une nécessaire convergence des rationalités cognitive et praxéologique, affirmée comme relevant du registre du devoir moral.

Mots clefs : Violence politique, radicalité, terrorisme, casseur, injustice.

“« How do they not participated? » Understanding commitment in the French extreme left-wing”

Abstract: Violence during public demonstrations or “terrorist” attacks cause astonishment, lack of understanding and often indignation. To establish an immanent and comprehensive understanding of the actors of such political violence, we undertook a qualitative survey of certain French anti-parliamentary extreme leftist groups. Political commitment is interpreted by these actors as “natural”, “logic”, grounded in a fundamental refusal of injustice. Thus the issue becomes “how could they not commit themselves?” Therefore, such “radical” political commitment can be understood as an action embedded in moral and political convictions, based on conceptions of justice and injustice, and as a necessary convergence of cognitive and praxeologic rationalities, conceived as a moral duty.

Key words: Political Violence, Radicalism, Terrorism, Rioting Demonstrator, Injustice.

¹ Une version plus courte de ce texte a été publiée dans la revue à comité de lecture *Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, n° 2/97, 2018, p. 163-198. [ISBN : 9782807391215] Ce travail a été réalisé dans le cadre du laboratoire d'excellence Tepsis porté par l'EHESS, portant la référence ANR-11-LABX-0067.

² CNRS, Centre Émile Durkheim (Univ. de Bordeaux – Sciences Po), Département Sciences Humaines et Sociales, 3 ter Place de la Victoire, 33076 Bordeaux. Contact : c.guibetlafaye@wanadoo.fr; caroline.guibetlafaye@u-bordeaux.fr.

Introduction

Si dans un régime politique juste et démocratique, personne ne devrait jamais avoir besoin d'aller au-delà du désaccord, de la différence d'opinion, dans d'autres circonstances, la violence peut être présentée comme juste, relever d'une obligation ou d'un devoir, lorsqu'il semble n'y avoir d'autres moyens de parvenir à un état du monde juste (voir Lupsha, 1971, p. 104). Ainsi aux yeux de certains, y compris d'analystes envisageant une société démocratique, les gens sont justifiés dans le choix d'une réponse extrême car ils sont considérés comme la source ultime de la légitimité (Lupsha, 1971, p. 104).

Il est commun aujourd'hui d'envisager sous le prisme de la radicalisation l'usage de moyens violents à des fins politiques. Les définitions de la radicalisation s'ordonnent alors autour de deux axes principaux. Le premier concerne la radicalisation violente, dans laquelle l'accent est porté sur la poursuite active ou l'acceptation de l'usage de la violence pour parvenir à un but donné. Dans une interprétation plus générale de la radicalisation, la focale est axée sur l'acceptation et la recherche de changements sociaux importants, lesquels peuvent ou non constituer un danger pour la démocratie, et impliquer parfois l'usage de la menace ou de la violence pour atteindre ces objectifs (voir Veldhuis et Staun, 2009).

Plutôt qu'une définition de la radicalisation fondée sur la mise en œuvre de moyens d'action, qui tend à gommer le fait qu'une partie des personnes interrogées convoque (ou a convoqué) les outils classiques de l'action politique, nous privilégierons une description tenant compte des principes, convictions, représentations et croyances de ces acteurs¹. Cette approche conduira à l'émergence d'une signification originale de la notion de radicalisation, non pas tant fondée sur la référence à l'usage de moyens d'action politiques spécifiques, mais tenant compte des représentations du monde des acteurs. Nous montrerons le rôle central de ces représentations dans les engagements et les trajectoires de vie. Envisager ce rôle crucial des représentations revient-il à réaffirmer la place déterminante de l'idéologie dans les processus de radicalisation (Collovald et Gaïti, 2006, p. 43) ? Notre ambition consiste ainsi à mettre en exergue des facteurs microsociaux particuliers – en nous attachant à un niveau d'analyse jusqu'alors peu exploré par les sciences sociales – tels le sentiment d'un devoir ou d'une injonction à l'action – sans sous-estimer, par ailleurs, la place des effets de contexte dans les trajectoires individuelles. Ainsi la radicalisation peut faire « référence à la remise en question des fondements normatifs et matériels des structures de pouvoir établies et qui, dans le cas qui nous intéresse, tentent de mettre en place des structures alternatives reposant sur des principes de solidarité, de réciprocité et de coopération » (Massicotte et Furukawa Marques, 2012, p. 175). Cette radicalisation consiste en une remise en question constante des normes établies et, dans la plupart des cas, dans un programme « révolutionnaire » qui « cherche à attaquer le pouvoir d'État suivant une idéologie de changement social radical » (Sommier, 2008, p. 19). Elle consiste en une action politique protestataire conçue comme une occasion de construire un rapport de force susceptible de bouleverser une conjoncture politique et donc de produire des effets radicaux particulièrement novateurs (voir Hume, 1754-1762).

Nous avons, en d'autres lieux (Guibet Lafaye, 2017a), exploré la médiation que peut constituer le « choc moral » (Traïni, 2009) entre cadre cognitif et émotion réactive, entre encadrement idéologique et ressenti affectif, ce choc pouvant faire naître, dans l'esprit militant, un cadre d'injustice ou un désir de vengeance, susceptible de peser sur son souhait

¹ Nous estimons, avec d'autres, que « l'action collective violente et les combats avec les forces de l'ordre ne peuvent constituer à eux seuls les dimensions principales de la radicalité. » (Giraud, 2012, p. 71)

d'activisme et son engagement (voir Crettiez, 2011). La présente recherche interroge le moment du « *motivational framing* », c'est-à-dire la nécessité d'agir au niveau microsocial, ce niveau ayant été partiellement négligé par les études sociologiques et plutôt investi par une psychologie des acteurs (voir Sommier, 2012, p. 19). La nécessité de l'engagement et de l'action a été, par exemple, mise en évidence, au plan macrosocial, à l'occasion de la manifestation, faisant suite à la mort d'Holger Meins, en Allemagne en 1974, après une grève de la faim en prison (Sommier, 2008, p. 85). Les manifestants ont alors mis en parallèle cette mort avec celle de prisonniers d'Auschwitz et proposé une lecture de la persistance du nazisme, dans les pratiques de l'État allemand d'alors. Face à une telle interprétation, il semblait inconcevable de ne pas résister. Le parallèle établi produit un effet performatif, en forçant l'engagement, vécu comme une obligation morale et un devoir devant l'histoire¹. Nous identifierons dans ce qui suit, non pas les paramètres macrosociaux mais les facteurs microsociaux, susceptible d'élucider cette double nécessité.

Pour décrire la spécificité de l'engagement, désigné comme radical ou extrême, nous nous appuyerons sur deux caractéristiques issues d'une analyse antérieure (Guibet Lafaye, 2017b) : d'une part, l'existence d'un rapport analytique entre l'idéologie et l'action, ou encore l'existence d'une implication analytique de l'action dans la conviction politique et morale ; d'autre part, l'injonction à l'action pensée et vécue sous la modalité du devoir, *i.e.* une injonction se formulant en termes moraux. La reconstruction rétrospective du parcours individuel² laisse poindre la double dimension de l'inéluctabilité de l'engagement, de sa naturalisation et de son interprétation en terme d'impératif moral. L'originalité de notre approche consistera à envisager la reconstruction *a posteriori* (*i.e.* réflexive) de la nécessité de l'engagement et de l'impossibilité de prendre un autre chemin. Cette démarche a été précédemment empruntée pour d'autres parcours en radicalité notamment islamo-politique (voir Khosrokhavar, 2006). Elle se justifie d'autant plus qu'il est délicat et difficile de rencontrer, *a fortiori*, d'interroger ces personnes au cours de leur passage dans l'illégalité et la clandestinité. Elle ouvrira sur une interprétation renouvelée et alternative de ce type d'engagement, qui se présentera non plus seulement comme la « conjonction d'une idéologie radicale avec l'usage de moyens radicaux » (Bronner, 2009) mais comme une impossible démission face à une situation perçue comme intolérable, inacceptable, injuste. La parole des acteurs atteste de ce que derrière cet engagement, se tient la conscience de « ce face à quoi on ne peut pas reculer » qui anime une large part des acteurs, avec lesquels nous nous sommes entretenues, une forme de *nécessité intérieure* eu égard à laquelle les individus, ayant amorcé des processus de désengagement, ont pris leur distance. Pour des groupes plus religieux, cette injonction peut être appréhendée, représentée ou vécue comme ayant une origine transcendante (divine).

Nous verrons donc que l'exploration de sociologie qualitative et compréhensive autorise un basculement d'une détermination de l'engagement radical comme engagement violent³ à une détermination de l'engagement, fondée sur une compréhension de ce qui pousse à l'action, de ce rapport intrinsèque à l'agir. Ce rapport est pensé par les acteurs soit comme un devoir, soit comme une nécessité devant laquelle on ne peut reculer, soit comme une force, une énergie irrépressible qui pousse « naturellement » à l'action (*i.e.* le fait d'être partiellement agi) et concernant laquelle certains proposeront une interprétation à partir de leur héritage familial⁴ et/ou du contexte social⁵, dans lequel ils évoluent, soit comme une dimension individuelle,

¹ Voir aussi Seegmiller, 2007, p. 520 et 523.

² Sa dimension potentiellement illusoire ayant été traitée antérieurement (Guibet Lafaye, 2017b).

³ Quoique ces études n'omettent pas l'engagement radical non violent.

⁴ Voir T. infra.

⁵ Voir C. infra.

existentielle, idiosyncrasique, qui échappe à la rationalisation¹. La démarche compréhensive ne consiste ni en une justification ni en une légitimation. Elle s'efforce plutôt de saisir le sens qu'ont pour les acteurs et les membres d'organisation les idées et les concepts produits par cette dernière ainsi que les actions menées (voir Jongerden et Akkaya, 2012, p. 6). Ceci suppose de saisir le contexte et les conditions dans lesquels ces organisations ou groupes trouvent un sens, se justifient, ce qui implique inévitablement de leur accorder du crédit, indépendamment de toute justification ou légitimation, leur positionnement n'emportant pas nécessairement l'adhésion de l'auteur. Cette posture méthodologique impose de comprendre comment les acteurs se voient et se conçoivent eux-mêmes, expliquent leur trajectoire et motivent leurs actes. Ainsi l'usage de données primaires de sociologie qualitative permet de passer d'une représentation des parcours en radicalité en termes de basculement, procédant d'un regard extérieur, à une interprétation en termes de nécessité intérieure, émergeant d'une interprétation de sociologie compréhensive analysant les trajectoires individuelles. Elle suggère également de délaisser une approche de type psychologisante ou utilitariste de l'action – en référence aux bénéfices procurés par les activités illégales – au profit d'une lecture axiologique des facteurs de l'engagement. Elle contribue enfin à mettre en évidence les « théories » morales, plus ou moins explicites, les raisons axiologiques qui sont des raisons « cognitives », non moins rationnelles que d'autres, au nom desquelles les acteurs – terroristes ou casseurs – se déterminent à l'action.

Une fois présentée la méthodologie retenue, nous effectuerons ce passage d'une détermination à l'autre de l'engagement dit radical à partir, en premier lieu, d'une analyse des qualifications par les acteurs de leur parcours, celles-ci coïncidant, pour une large part, avec une interprétation naturaliste de ce dernier. Ensuite et dans une perspective de sociologie de l'éthique, nous tenterons de saisir l'impérieuse nécessité de l'action qui semble s'imposer aux acteurs et constituer la spécificité de ces formes d'engagement politique.

1. Aborder sociologiquement l'engagement radical

1.1 UNE SOCIOLOGIE INTERACTIONNISTE

Face à l'action politique violente et, plus largement au terrorisme, de multiples approches ont été proposées. Certaines se sont mises en quête des motivations psychologiques profondes, d'autres, aux antipodes, ont convoqué les théories du choix rationnel pour comprendre l'usage de la violence. Nous endosserons ici une approche de sociologie interactionniste. Celle-ci invite à considérer l'engagement radical, à l'encontre des représentations courantes qui voudraient que l'individu « tombe » dans la radicalité ou le terrorisme, plutôt comme un mouvement dynamique, comme le fruit d'une « carrière morale » (Goffman, 1961), c'est-à-dire d'une série de transformations objectives et subjectives progressant par étapes successives, et récusant le déterminisme causal et social.

Ce type d'engagement a jusqu'alors été abordé à partir de la distinction, proposée par Doug McAdam, entre l'activisme à faible ou haut coût, mesuré en fonction du temps, de l'énergie et de l'argent qu'il suppose, d'une part, et l'activisme à faible ou haut risque supposant une anticipation des dangers, qu'ils soient physique, social, légal ou financier, dans la décision d'engagement, d'autre part (McAdam, 1986, p. 67). Les logiques de l'engagement à haut risque ne seraient pas, selon McAdam, de nature différente de celles de l'engagement *stricto sensu*, mais si ce n'est par leur intensité ou leur degré.

¹ Voir K. infra.

Afin d'explorer l'aspect « moral » des carrières en radicalité, nous convoquerons la théorie du cadrage (*frame analysis*) (Benford et Snow, 2000), laquelle prend en compte les cadres d'interprétation de l'environnement des acteurs et permet de souligner les représentations cognitives et émotionnelles dans le passage à l'acte. L'interprétation de l'environnement social et politique s'opère spontanément dans toute démarche cognitive d'orientation au sein de la réalité sociale. Les individus convoquent, pour s'orienter dans la complexité du monde, agir et juger, des schémas cognitifs, des heuristiques du jugement et des modèles interprétatifs des états du monde auxquels ils sont confrontés (voir Guibet Lafaye, 2014). Ce « cadre cognitif de crise » (Oberschall, 2000) – par opposition à un cadre cognitif normal de perception de l'autre – est fondé sur des « croyances fortes ». Celles-ci n'expliquent pas à elles *seules* l'engagement mais la croyance forte constitue une caisse de résonance, un élément explicatif de l'engagement.

Nous identifierons, dans les discours recueillis lors des entretiens, les représentations et les cadres de lecture projetés par les militants sur leur propre trajectoire, les raisons de leur engagement. En effet, on a coutume de considérer que la radicalisation violente relève aussi d'un mécanisme d'interprétation de son environnement qui justifie et/ou encourage le recours à la violence (Crettiez, 2011). Pourtant ce passage à l'action suppose trois dimensions : en premier lieu que les acteurs potentiellement mobilisés s'accordent sur un diagnostic de la situation (« *diagnosis framing* ») qui identifie le problème et attribue des responsabilités à des acteurs identifiés (tel l'État ou la police), ensuite qu'ils convergent sur un moyen d'y remédier ou tout au moins de s'y attaquer (« *prognostic framing* ») et, enfin, sur la nécessité et la possibilité d'agir (« *motivational framing* »).

Notre approche méthodologique consiste donc à partir des individus et de leur parcours de vie pour seulement, dans un second temps, questionner la manière dont leur existence peut éventuellement être en partie déterminée par des facteurs structurels aux niveaux méso et macro. Cette démarche revient à se situer dans un cadre d'analyse compréhensif, attentif aux justifications produites par les acteurs. Une telle analyse consisterait-elle seulement à justifier et à légitimer ces parcours et ces modes d'action (voir Jongerden, 2016) ? Les discours manifestent que leurs actions, pour ces groupes et ces acteurs, font sens et ont un sens (voir Becker, 1998). Il s'agira par conséquent d'appréhender le contexte social dans lequel elles surviennent et semblent prendre sens mais également de saisir le sens que leurs actions ont pour les acteurs, au même titre que leurs concepts et leurs idéaux. Cette démarche revient à les traiter comme des acteurs politiques – plutôt que simplement comme des terroristes ou des casseurs – dotés d'un intérêt pour la chose politique et ayant la volonté de l'élaborer et de l'articuler (voir Gould, 1995, p. 95). Elle consiste à faire une place à leur capacité réflexive d'analyse de leurs actions, à leur conscience discursive et pratique, ainsi qu'à leur capacité à fournir des raisons et à rationaliser leur conduite (voir Giddens, 1979).

1.2 L'ENQUETE

Pour appréhender le sens donné par les acteurs à leur engagement et discerner, d'un point de vue immanent, sa spécificité, nous avons procédé entre mars 2016 et mai 2017, à une série d'entretiens approfondis qui nous a conduites¹ à rencontrer, sur le territoire national, 63 personnes, actives entre la fin des années 1960 et aujourd'hui. Les personnes ont été contactées soit de façon directe, soit par la méthode « boule de neige » (voir Laperrière,

¹ L'enquête a été menée en collaboration avec Alexandra Frénod (CNRS, Gemass) pour le volet français.

1997)¹. Parmi elles, 18 sont des femmes (*i.e.* environ un tiers). Le plus jeune avait 19 ans, le plus âgé 85 ans au moment de l'entretien. Les entretiens ont été enregistrés et intégralement retranscrits. Ils ont duré entre 33 mn et 4h30. Bien que les individus aient des profils variés du fait de leur appartenance idéologique ou des mouvances dans lesquelles ils s'inscrivent (qu'ils soient communistes révolutionnaires, anarchistes, autonomes, militants antifascistes ou occupants d'une Zone À Défendre [ZAD]), tous relèvent de courants qualifiés aujourd'hui d'extrême gauche ou de gauche radicale, et qui convergent en une gauche extra parlementaire². Ces mouvements ont en commun de prôner un renversement du capitalisme et de se détourner de toute transformation parlementaire ou réformiste du système socio-politico-économique. Le second critère d'homogénéisation du groupe des personnes interrogées réside dans les moyens employés qui ne sont pas ceux de l'action politique conventionnelle mais qui sont généralement désignés comme violents. En effet, les actes qui leur sont imputés couvrent un large spectre, allant du piratage de sites internet à des assassinats. De même, les sanctions qui leur ont été infligées sont hétérogènes puisque certains ont été condamnés à perpétuité, alors que d'autres ont simplement été placés en garde à vue sans plus de poursuite, voire n'ont jamais eu à faire avec la justice. Il était nécessaire de procéder à cet élargissement du champ des individus rencontrés du fait des difficultés d'accès à un tel terrain, une large part de ces derniers ayant été condamnés pour des faits de terrorisme, d'autres étant aujourd'hui susceptibles de tomber sous le coup d'accusations pénales. Les individus se répartissent comme suit dans les différents groupes de l'extrême gauche.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés dans les groupes politiques³

Groupes	Individus
Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes (GARI)	9
Action Directe (AD) et sa mouvance	10
Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire (NAPAP)	2
Gauche Prolétarienne (GP)	9
Camarades ⁴	2
Antifascistes ⁵	12
Anarchistes	2
Autonomes ⁶	4
Black Blocs ¹	9

¹ Dans le cas précis de ce terrain, il est difficile de procéder à une sélection des enquêtés par âge et par sexe, c'est-à-dire de procéder à un profilage exigeant, les opportunités de contacts étant aléatoires (voir Grojean, 2010). Les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés sont disponibles sur demande.

² Les personnes rencontrées ne se reconnaissent pas toutes dans la désignation d'« extrême gauche » mais assument l'identité de révolutionnaires ou d'anticapitalistes. La référence à une idéologie révolutionnaire présente un caractère désuet à un regard extérieur mais elle est notablement investie par une large part des acteurs rencontrés et c'est, de surcroît, partiellement sur ce critère qu'ils ont été contactés.

³ Certaines des personnes entendues ont fait à la fois partie des GARI et d'AD par exemple. Dans ces cas de doublons, les individus n'ont été comptés qu'une fois dans le groupe le plus récent historiquement, c'est-à-dire, pour l'exemple évoqué, dans AD plutôt que dans les GARI. De même, des autonomes et des antifascistes peuvent occasionnellement participer aux cortèges de tête mais chacun n'a été compté qu'une fois dans le présent tableau.

⁴ Le groupe *Camarades* naît en 1974 et est à l'origine d'une revue dont le premier numéro paraît en avril 1974.

⁵ Nous comptons ici les individus appartenant à des mouvements antifascistes constitués. Une partie d'entre eux toutefois participe ou ont participé aux cortèges de tête. Certains groupes antifascistes se conçoivent également comme des groupes autonomes.

⁶ Cette catégorie regroupe des individus se revendiquant comme autonomes mais ne participant pas, de façon continue, à un groupe organisé, tel les organisations antifascistes. Certains interviennent occasionnellement dans les cortèges de tête. Sur la mouvance autonome française, voir Schifres, 2004.

Zadistes ²	4
Total	63

Afin de comprendre comment les individus de l'extrême gauche française interprètent leur engagement, nous avons procédé à un repérage systématique, dans les entretiens, des occurrences des termes : « devoir, nécessité, radical, continuité, impossible, naturel, logique³, ne pas pouvoir faire autrement » ainsi qu'à une analyse de contexte de ces mots. À partir de ces éléments, nous mettrons au jour les logiques qui structurent ces récits militants ainsi que les catégories dans lesquelles les acteurs pensent leur entrée en politique et leur passage à l'action.

2. La processualité de l'engagement

L'analyse des interprétations proposées par les protagonistes de leur propre parcours s'appuiera sur le concept interactionniste de « carrière » (Hughes, 1996), dans la mesure où ce dernier permet de saisir à la fois les scissions objectives du parcours militant et leur mise en sens subjective (Fillieule, 2001). Nous accorderons toutefois une attention particulière au travail biographique de l'enquête, c'est-à-dire à son activité de symbolisation et d'unification de l'expérience, considérée comme un point d'émergence de sa construction identitaire (Voëgtli, 2004). La notion de « carrière militante » offre en effet un modèle séquentiel d'analyse de l'engagement, permettant de rendre compte des significations et des choix opérés par les agents, à la lumière des dispositions acquises, au cours de phases antérieures de leur militantisme (voir Agrikoliansky, 2001).

L'analyse de l'engagement suppose d'aborder les conceptions de la liberté et de la responsabilité sous-jacentes, le rapport de l'individu à son environnement et le sens qu'il y donne, la rationalité et les affects, l'élargissement de la notion d'intérêt par rapport à sa seule dimension utilitariste. En particulier, l'élucidation de la *revendication morale*, associée à une forme d'action politique, permet de formuler une interprétation de l'engagement qui n'en fasse pas le simple reflet mécanique de dispositions acquises ou le seul fruit d'un calcul rationnel. Le recueil de matériaux empiriques constitue alors une option méthodologique pertinente, dans la mesure où la dimension réflexive de l'entretien biographique et le recul temporel favorisent la description relativement transparente des rétributions du militantisme, par contraste avec la dénégation dont elles font généralement l'objet (Gaxie, 2005) tout comme ce peut être le cas concernant les trajectoires en radicalité. Loin de favoriser la complaisance, la méthodologie empirique, « l'entretien [semi-directif] fonctionne[nt] comme une chambre d'écho de la situation ordinaire de fabrication de l'identité » (Kaufmann, 1996, p. 60). En ce sens, le travail de mise en scène de l'identité qui se déroule au cours de l'entretien ne doit pas être considéré comme un artifice ne révélant que la contingence de la situation, mais permet au contraire d'appréhender les catégories fondamentales par lesquelles les personnes entendues pensent leurs pratiques et leur position dans le monde social ou encore construisent leur identité publique. « S'engager, ce n'est pas seulement épouser une cause et y consacrer une partie de son temps, c'est aussi endosser un rôle et une identité sociale, s'inscrire dans un système d'échanges et d'obligations réciproques, [*i.e.*] prendre des engagements à l'égard des autres. » (Duriez et Sawicki, 2003, p. 18) La définition de soi comme acteur

¹ Voir « Black Bloc, au singulier ou au pluriel... mais de quoi s'agit-il donc ? + communiqués », 2000. Toutefois nous ferons référence dans ce qui suit au « cortège de tête » des manifestations plutôt qu'au Black Bloc, la structuration de ces groupes étant moins aboutie en France que dans d'autres pays.

² Il s'agit des habitants permanents de ZAD dont Notre-Dame-des-Landes est l'exemple le plus connu en France.

³ Lorsqu'il était question de l'engagement pour les termes « naturel » et « logique ».

politique participe alors d'un processus de constitution de l'identité individuelle, laquelle est toujours le fruit d'un travail de construction et de mise en scène (voir Strauss, 1959). L'exploration des entretiens permet en outre de reconstruire, dans une perspective biographique (1) les spécificités des engagements tout au long de la carrière militante, (2) les représentations de l'action politique qui en découlent ainsi que de l'action politique efficace, (3) les interférences entre vie privée et vie publique pour rendre compte de l'attrait de ces militants pour ces formes d'action politique (Agrikoliansky, 2001).

Le retour réflexif, mené dans les entretiens sur les origines de leur engagement, autorise donc une étude des processus de politisation des acteurs et des conditions du passage à l'engagement et à l'action. Nous n'échapperons toutefois pas à l'illusion rétrospective, associée aux conditions de l'entretien semi-directif, qui tendent à produire le récit de « cette vie organisée comme une histoire [qui] se déroule, selon un ordre chronologique qui est aussi un ordre logique, depuis un commencement, une origine, au double sens de point de départ, de début, mais aussi de principe, de raison d'être, de cause première, jusqu'à son terme qui est aussi un but. » (Bourdieu, 1986, p. 69)

2.1 LOGIQUES DE L'ENGAGEMENT ET ENGAGEMENT LOGIQUE

Le paradigme dominant de la description des trajectoires d'engagement est celui de la processualité, d'un engagement n'impliquant aucune rupture, vécu comme « logique » ou « naturel », sous la modalité de l'évidence ou de la continuité/naturalité, aux antipodes de toute interprétation en termes de rupture ou de basculement. Interrogée sur son engagement en soutien (illégal) aux membres d'AD, cette femme déclare :

« C'était une suite logique des choses... Quand j'étais aux Jeunes Libertaires, on aidait... on a fait un réseau pour les insoumis, pour ceux qui voulaient pas aller faire la guerre en Algérie. » (Sb.)

Elle évoque, lors d'un second entretien, le contexte des années 1970-80 où elle et ses camarades sont passés à des actions marquées par un surcroît d'illégalité et où la propagande armée prenait un autre sens :

« On est arrivé logiquement à un moment où on pensait qu'on pouvait plus faire rire et que donc... *pour arriver à se faire entendre, il fallait agir* et que agir, ça allait changer les choses. Que ce qu'on faisait allait modifier les choses. » (Sb.)

Un discours analogue se retrouve chez ce militant antifasciste, condamné pour destruction de biens et usage d'explosifs :

« c'est un cheminement, pour moi qui est... presque normal, je dirais presque normal. *J'étais pas pré-destiné* mais c'est quelque chose qui pour moi *m'a pas posé plus de questions de passer de la pratique, on va dire, légale à l'action, à l'action violente* d'autant plus qu'en face c'était les gens du Front National. » (V.)

Pour ce militant, il n'y a pas de solution de continuité entre l'action politique légale et l'action politique illégale. Il y en a d'autant moins qu'il inscrit cette dernière dans la continuité d'une histoire familiale, teintée de résistance au fascisme.

« Pour moi, c'était logique, j'étais, moi, fils de réfugiés espagnols, éduqués dans la guerre d'Espagne. Le fascisme, mon grand père, il m'a toujours répété – moi j'ai été marqué par ça – [...] "il ne faut jamais laisser une seule chance au fascisme, même minime soit-elle, il faut surtout pas leur laisser une chance". Donc pour moi, c'était logique, *quand tu as épuisé tout ce qui tout ce qui est légalement possible de faire* et qu'à un moment donné tu vois qu'en face les

mecs, ils en sont à prendre trois mairies, qu'en plus ils peuvent se permettre de tuer un gamin de 18 ans, tu vois, sans qu'il y ait vraiment grand chose, à part l'indignation, une manif, machin. Et six mois après Le Pen fait 14,5 % à la présidentielle de 94.¹ Tu te dis, voilà les gens... À un moment donné, il faut passer à autre chose. » (V.)

Ces extraits illustrent l'engagement « à petits pas », qui conduit les acteurs à passer progressivement d'un type d'action à un autre, du fait du tissu microsocial dans lequel ils se trouvent, d'héritages familiaux et de l'environnement macrosocial. Si formellement, il semble y avoir quelque chose de l'engagement par défaut dans ces parcours (voir infra Mc.), les personnes qui se sont prêtées au jeu de l'entretien revendiquent aujourd'hui encore leur engagement, récusant l'absence de conscience que supposerait un engagement « par défaut » (Becker, 2006, p. 188). S'il y a « engagement par défaut », ça n'est que dans la façon dont se déroule le cours des choses, faisant passer progressivement les acteurs d'une action à l'autre car leur engagement est, par ailleurs, pleinement assumé et revendiqué. Le discours de la naturalisation ou le lissage qu'ils opèrent, en revenant sur leur passé, apparaissent comme une réponse en creux, un contre discours face au discours officiel du « basculement » dans la radicalisation et la violence.

La participation à des structures plus organisées et ne reculant pas devant un degré d'illégalité supérieure – telles Action Directe – est présentée comme « logique », dans la mesure où les acteurs ont un passé politique d'engagement, une proximité avec d'autres organisations comme la Gauche Prolétarienne ou la Fraction Armée Rouge qui les constituent en « candidats idéals » de ces rapprochements. Pour décrire ses liens avec AD, cet homme souligne :

« Dans ce moment-là, dans cette époque-là, ça se faisait assez logiquement et simplement.

- "simplement" parce que c'était pas compliqué d'un point de vue matériel et "logiquement" du fait de l'engagement qui a précédé. C'est ça ?

Quand je dis "simplement", voilà c'est que j'avais quand même un passé politique de fiabilité, de sûreté, de machin donc il y a pas eu d'examen. » (Mc.)

De même, cet homme qui avait soutenu la RAF explique qu'il a été contacté par AD. Ce faisant, « la rencontre avec les premiers temps d'AD était complètement logique, était un choix de ma part. » (Ya.) Quand bien même il existerait des hasards, que l'on peut parfois être en peine de trouver « une date ou un événement clé qui serait susceptible, en soi, d'expliquer l'engagement » (Sommier, 2008, p. 91), s'esquisse, au travers de ces parcours, un paradigme de la cohérence de l'action (« on était dedans », D. [AD]) sur lequel nous reviendrons ultérieurement. Ce paradigme constitue la lutte en une évidence qui se nourrit de convictions² et impose des moyens qui ne sont pas ceux légalement autorisés.

2.2 DE LA NATURALISATION A LA NORMALISATION DE L'ENGAGEMENT RADICAL

L'aspect « logique », évident ou de parfaite continuité avec un passé personnel ou familial, se voit fréquemment interprété sous la modalité de la naturalité, d'un engagement perçu comme « naturel ». La mise en scène et en récit de son engagement, comme une nécessité – qui peut toutefois également être effectivement vécu ainsi –, convoque fréquemment le lexique de la naturalisation. Cette naturalisation de la radicalisation a été documentée sur d'autres scènes et interprétée comme une forme de légitimation :

« La radicalisation a besoin d'être naturalisée. Elle est l'effet d'une évidence.

¹ 25% au niveau national.

² « À chaque fois qu'il y a eu un mouvement ou une avancée sociale forte, il y a toujours eu une forme quelconque de lutte armée ou de radicalisation. » (D.)

Face à "l'agonie", la violence est figurée comme le seul mode adéquat de la révolte. C'est ainsi que ces combattants ordinaires [de Syrie] nous expliquaient leur passage à la lutte armée avec naturel : "Nous n'avions pas le choix. [...] C'était normal de prendre les armes. Que pouvait-on faire d'autres pour éviter d'être anéanti ? [...] Pour moi, c'était une obligation de s'armer." (Extraits de conversations avec quatre combattants du Front islamique) » (Huët, 2015, p. 65)

L'interprétation par la naturalisation s'inscrit dans la lecture sociologique de l'engagement comme procédant « à petits pas », quoiqu'elle ne soit pas exclusive de l'existence et de la référence, par les acteurs eux-mêmes, à des étapes de leurs parcours vécues comme des chocs moraux. Dans certains cas, l'engagement est tout à la fois présenté comme naturel et certaines scènes identifiées comme exemplaires d'un « choc moral » (voir C.). Comment ces deux éléments de la processualité et de la rupture peuvent-ils être tissés ensemble ? Ces deux aspects des trajectoires militantes ont été conjointement envisagés, dans une interprétation, suggérant que « lorsqu'à un certain moment de son itinéraire biographique lui offrant les moyens concrets du passage à l'acte (réseau, tuteur, connaissance de l'organisation) le militant se trouve confronté à ce choc moral et dispose d'une grille de lecture légitimant la violence, son engagement *apparaîtra comme naturel*. » (Crettiez, 2011) Dans cette perspective, la grille de lecture est donnée pour essentielle. Il nous semble plutôt, à la lumière des entretiens conduits, que l'aspect rétrospectif intervient comme l'élément clef de l'élaboration interprétative dans sa modalité naturalisante. L'analyse suggère que « l'illusion rétrospective » et la démarche de justification/légitimation jouent un rôle décisif dans la construction et la production de la naturalité de l'engagement – davantage qu'elles n'interviennent au moment où le processus s'opère. En outre, ne doit pas être négligée la dimension « environnement, ambiance, bain » dans lequel l'acteur se trouve plongé et qui le conduira à passer à une nouvelle étape de sa carrière déviante, cette dimension paraissant omise dans l'interprétation précédemment rappelée (Crettiez, 2011).

La référence au paradigme naturaliste est très présente dans les discours puisqu'on la retrouve explicitement dans 11 entretiens (sous la modalité « c'était naturel »), mais également à travers une référence biologisante dans trois cas, dans l'évocation de l'enfance dans trois cas également ainsi que dans le courrier adressé par un individu ayant refusé l'entretien. Ce paradigme apparaît donc 18 fois dans l'ensemble des discours réunis. Que désigne cette naturalisation ? Quels sont les facteurs, événements ou représentations qui mènent les acteurs à envisager leur engagement comme naturel – et qui conduisent ainsi à nuancer l'interprétation proposée par X. Crettiez ?

La naturalité désigne, en premier lieu, une continuité avec l'environnement familial dans lequel un certain engagement s'affirmait déjà. L'entretien avec cette femme de la mouvance d'AD est sur ce point explicite :

« je suis d'un univers où mon grand père avait été résistant, mon père avait des idées communistes sans être au parti communiste. Et ma mère surtout est devenue féministe. 68, ça a été important pour elle. [...] Dans ces années-là, quand j'ai été au lycée... c'était naturel, si vous voulez, les discussions politiques, les engagements. Je me rappelle, ma mère se battait pour LIP, elle m'emmenait aux réunions. Donc moi, très vite au lycée, je me suis retrouvée à participer à toutes les luttes lycéennes, etc. Et après, je suis rentrée dans une organisation politique, militante d'extrême gauche, qui s'appelait à l'époque *Révolution*. Je suis rentrée, je devais avoir 13 ans. [...] *Révolution*, juste pour le situer, c'était une scission de la Ligue Communiste. Donc moi, j'ai commencé par avoir un parcours dans une organisation... gauchiste dans les années 70, voilà. Et mes frères y étaient aussi.

C'était un contexte très évident de lutte. Je sais pas si... mon engagement était totalement réfléchi, quand on est jeune... c'est une ambiance générale. Mais si, j'avais envie de faire ce que je faisais... » (E.)

La continuité, avec l'héritage familial, dans lequel s'inscrit l'acteur intervenait déjà dans les propos de V. (2.1). Les engagements ne sont pas toujours de même nature (celui de la mère ou des frères d'E. n'implique pas d'illégalité) mais sont envisagés par l'acteur lui-même comme un facteur ayant participé de son engagement et explicatif de ce dernier. De même, se trouve décrit comme « naturel » le fait de passer à une étape supérieure de l'engagement, qu'il s'agisse d'illégalité ou de militarisation. E. en témoigne :

« nous, on était un peu ouverts, on s'était vraiment battu pour les derniers prisonniers politiques¹, des Corses [...], des gens de l'Arc, de Guadeloupe aussi... tu vois, différents réseaux... qui pratiquaient l'action illégale, différents mouvements, les Basques aussi, évidemment, avec qui on avait des liens vachement forts, et donc assez naturellement, des Italiens... on a eu à héberger des Italiens qui arrivaient clandestinement. Donc on a mis en place tout un système déjà de locations sous des faux noms, donc qui voulait dire fausses identités, de démerde pour qu'ils puissent survivre, donc faux chèquiers, voilà. C'est comme ça qu'a commencé... l'activité plus sous-terrain. » (E.)²

S'articulent, sans disjonction, le fait d'avoir eu une éducation politique marquée par l'engagement politique voire la résistance, d'une part, et l'action politique illégale, d'autre part, tout comme précédemment V. récusait toute solution de continuité entre cette dernière et l'action politique légale. Cette conjonction appert dans le discours d'un des membres du noyau internationaliste d'AD :

« personnellement, j'ai été formé par les groupes d'actions de la FAI³, donc qui avaient préparé l'insurrection de 36 en Espagne. Donc tout naturellement, du fait de cette éducation révolutionnaire, je me suis retrouvé dans une organisation de guérilla d'abord au Pays Basque avec ETA et ensuite à Barcelone avec le MIL⁴. » (C.)

Interrogé sur la création d'AD, C. déclare :

« ça a été une chose tout à fait naturelle. Quand je fais une soirée, on me demande souvent : "à quoi on pense, quand on prend les armes ?" Moi je dis : "on l'a fait d'une façon tout à fait naturelle." »

Par exemple en 1970, c'est venu tout naturellement et ça s'est passé pas très loin d'ici, sur la place d'ailleurs, on a vu un vieux maçon espagnol arriver avec sa mobylette après le marché aux puces. Entre les jambes il avait un colis assez long, assez fin. On l'a arrêté parce qu'on le connaissait bien et il a ouvert le paquet et il y avait le canon d'un fusil. Et il a dit : "Maintenant, je suis prêt" Mais vraiment tout naturel. » (C.)

Plus loin, C. souligne : « c'est beaucoup plus tard que les gens ont théorisé la prise d'armes. Vraiment. Après 1968 ça a été naturel. Totalement naturel. Je vous dis : être conséquent ou ne pas être conséquent. Voilà. On a commencé nos premiers attentats juste après 68. » (C.)

L'interprétation naturalisante intervient aussi pour expliquer et justifier le passage à l'action, qu'il s'agisse d'être conséquent avec ses positions théoriques ou ne pas seulement se contenter de discourir sans agir. Ces deux dimensions sont associées dans le discours de ce jeune militant antifasciste du sud-ouest de la France, confirmant ainsi que la mobilisation du paradigme naturaliste n'est pas simplement le fait des anciennes générations. Pour une part, il appréhende son engagement comme :

¹ *I.e.* certains prisonniers politiques n'avaient pas été libérés après l'amnistie prononcée par F. Mitterrand en août 1981.

² E. a été condamnée à 5 ans de prison en première instance et relaxée en appel. Elle a néanmoins purgé 4 ans de prison, en ayant été finalement condamnée à un an et demi de prison pour faux et usage de faux. Elle a été relaxée des accusations d'association de malfaiteur, de dégradation d'édifice, d'explosion de la façade d'une banque.

³ Fédération Anarchiste Ibérique.

⁴ Mouvement Ibérique de Libération.

« un petit peu le mélange d'histoire personnelle... après, il y a des points de parcours quand j'ai commencé à militer d'ailleurs, quand j'ai continué à militer qui m'ont pas forcément renforcé mais qui m'ont fait penser que j'avais raison d'autant plus. En fait, c'est juste que je viens d'une famille de gauche, du coup même si c'est pas d'extrême gauche, j'ai des parents qui sont plutôt... communistes même s'ils étaient au PS [...] mais très tendance très extrême gauchiste. Ça a commencé à créer comme un engagement politique. J'ai commencé à bouquiner, quand j'étais plus jeune, au lycée [...]. Du coup, ça a forgé un premier engagement du coup j'ai dépassé très clairement... *Mes parents étaient pas très militants politiques mais ils m'ont toujours dit que c'était important de croire en des choses et d'y tenir.* Et je pense, ça a dû commencer mon engagement, je pense, mais c'était des trucs un peu naturels : [...] il y a pas eu de trucs décisifs qui m'ont dit... ah il faut que tu te mettes à militer maintenant mais ça a toujours été un truc obligatoire.

Au lycée, je pouvais pas. Je faisais quelques manifs notamment la réforme des lycées, c'était la période auquel j'y étais... donc c'était obligé de militer. Je considère qu'à partir du moment où on croit à quelque chose, il faut le défendre ou alors c'est de la branlette intellectuelle. » (U.)

La caractéristique de l'engagement radical qui lie analytiquement convictions et action est ici explicitement assumée. Cette implication conduit à en proposer une lecture naturalisante. Le paradigme naturaliste présente des accents biologisants, lorsque l'engagement est pensé en référence à la génétique. Cet ancien militant du Scalp-Reflex, qui conçoit aussi son engagement comme « l'héritage d'une certaine forme d'engagement familial même si l'engagement dans ma famille n'a pas été aussi loin que le mien », estime que son intérêt pour l'extrême droite

« ça fait partie de mon ADN : c'est une image mais c'est vrai... mon cursus universitaire est basé là dessus, sur mon temps libre aussi : je continue toujours de lire des livres sur l'extrême droite [...]. je me vois pas arrêter. » (T.)

Cinq des discours recueillis convoquent un vocabulaire renvoyant à la biologie, qu'il soit question de « révolte instinctive, viscérale » (M., GARI), d'être né « avec le gène de la révolte. » (M., GARI) ou encore d'interprétation de ses convictions politiques, en l'occurrence communistes, comme liées au « caractère » ou comme « quelque chose d'inné » (Eg.). Cet occupant d'une ZAD qui, a purgé cinq ans de prison du fait de ses engagements et actions politiques, reconnaît, comme X. (infra) :

« je saurais pas vraiment dire où ça a commencé parce que c'est toujours difficile de savoir. J'ai l'impression d'avoir toujours été communiste, c'est quelque chose d'inné mais sans avoir pendant longtemps su quelles formes donner à cette façon d'être au monde. » (Eg.)

À travers la métaphore biologique, les acteurs désignent un phénomène profondément enraciné en eux, dont ils ne peuvent se départir et qui structure aussi bien leur existence que leur choix de vie, mais pour lequel ils sont, par ailleurs, en peine d'explicitement les raisons ou les contours. La description naturalisée de son parcours – qui peut parfois coïncider avec l'incapacité à lui trouver une origine identifiable – signifie-t-elle que l'engagement s'opère par défaut (Becker, 2006, p. 188) ? Les propos de cette étudiante en philosophie, très active dans les mobilisations contre la loi El-Khomri ainsi que dans les cortèges de tête, pourraient le laisser penser, lorsqu'elle explicite la « signification » de son engagement :

« ça s'est fait assez *naturellement* sans que je m'en aperçoive vraiment parce que je ne me suis pas dit un jour : "Je vais m'engager" ça s'est fait progressivement... la politique a pris de plus en plus de place dans ma vie, bah

c'est vraiment de zéro à 100. » (X.)¹

Ces propos semblent attester d'un « engagement réalisé sans que l'acteur en ait conscience [...] [qui] survient au travers d'une série d'actes dont aucun n'est capital, mais qui, pris tous ensemble, constituent pour l'acteur une série de paris subsidiaires d'une telle ampleur que ce dernier se trouve dans une situation où il ne veut pas les perdre » (Becker, 2006, p. 188). Néanmoins on peut s'interroger – lorsque les acteurs n'ont pas le recul que les membres d'AD ou des GARI peuvent avoir sur leur passé – sur la conscience que ceux-là ont des premières étapes de leur engagement, dès lors qu'il ne procède pas d'une forme de choc moral. La suite de l'entretien montre qu'X. assume sa trajectoire et son parcours². Quand bien même l'origine de l'engagement – si tant est qu'une origine soit, comme telle, effectivement assignable – échappe à l'analyse et à l'identification (cf. infra H.), l'engagement demeure conscient voire ultérieurement théorisé (cf. supra les propos de C.).

Le paradigme naturalisant ne désigne pas seulement l'origine insaisissable de l'engagement politique mais contribue à la normalisation des luttes auxquelles les acteurs se consacrent³. Il est convoqué aussi bien par les anciennes générations que par les plus récentes, dans une logique de légitimation des combats entrepris. Cet ancien des GARI justifie de ne pas nous rencontrer, en banalisant et en normalisant son parcours :

« Contre le franquisme, dans la Résistance, dans les derniers combats désespérés contre la dictature fasciste, contre la sauvagerie des guerres coloniales, ils ont toujours eu le sentiment, comme je l'ai eu, d'être des gens simples, ordinaires qui menaient des luttes normales, naturelles et évidentes, en faisant simplement ce qui était *nécessaire et banal* pour rester humain dans un siècle qui ne l'était plus. [...] »

C'est cette radicalité dans la servitude qui devrait poser problème. Pas l'humaine normalité triviale de la révolte contre ces temps maudits de subordination généralisée. » (Fu.)⁴

De même, ce militant antifasciste, interrogé sur son auto-positionnement politique, récuse son identification à toute radicalité ou à tout extrémisme en ces termes :

« je me dis de gauche automatiquement. Après j'aime pas le terme extrême, et quand les gens me parle de radical, je dis : pour moi c'est pas radical ou extrême de... chercher à avoir un meilleur système de santé, un meilleur rapport au travail, je vois pas ce qui est fou là dedans, en fait. De la même manière, je vois pas où est la folie que quand il y a un gars qui te massacre, qu'il soit flic ou pas, de lui remettre un coup. Je vois pas où c'est du radicalisme ou de l'extrémisme. Pour moi, ça va de soi. » (Z.)

La naturalisation de l'engagement contribue ainsi à sa normalisation et participe de son autolégitimation. Le recours au paradigme naturaliste, dans la description et la qualification de son engagement politique (radical), présente donc plusieurs fonctions : il permet tout d'abord d'ancrer son parcours dans la continuité d'un héritage familial ; il inscrit ensuite cet engagement dans des dispositions et une attitude préréflexives à l'égard du monde ; il justifie le passage à des actions présentant un surcroît d'illégalité, sous la double modalité de

¹ Cette processualité, que sert à décrire le paradigme naturaliste, est présente chez cet ancien de la GP ayant poursuivi son engagement aux NAPAP : « il n'y a pas de rupture : c'est une prise de conscience régulière. » (L.)

² « Du coup en fait, on a essayé de tous se retrouver pour poursuivre le mouvement contre la loi Travail et le transformer contre les élections présidentielles pour bah continuer naturellement... cette opposition qui est partie de la loi Travail et qui est allée jusqu'au système en général. Et pour l'instant voilà, on est en train d'essayer d'élaborer une stratégie et ce n'est pas évident. » (X.) Comme dans le discours de C., les actions menées sont pensées dans une suite logique, continue, « naturelle », les unes des autres.

³ Voir V. en 2.1, et infra Fu., Z.

⁴ Pa. supra, établi de la GP, lui fait écho.

l'exigence morale et de la continuité avec des actions antérieurement entreprises ; il participe enfin de la justification de ces parcours à travers une rhétorique de la normalité.

2.3 LA RAISON ORIGINALE OU LE POINT AVEUGLE

Délaissant le paradigme naturalisant, d'autres acteurs pensent de façon existentialiste voire essentialiste, leur rapport à l'engagement politique. Les discours recueillis actualisent la thèse sartrienne d'un choix originaire (Sartre, 1938, 1943), fondé sur l'inexistence d'une essence humaine précédant l'existence de l'homme, celui-ci existant et se définissant par rapport aux actions qu'il a posées¹. Dans cette perspective, l'individu choisit à chaque instant de poursuivre son existence, dans la voie sur laquelle il s'est engagé – ou sur une autre. Le simple fait d'être est, dans cette logique, conçu comme antérieur à son essence, c'est-à-dire à ce que l'individu fait de lui-même à travers ses libres choix². Celui-là se révèle alors hautement responsable de lui-même. Puisque l'homme est nécessairement – ontologiquement – engagé et qu'il affirme sa liberté, en reconnaissant cet état et en agissant comme tel, la question du sujet – et au-delà de l'identité – est directement liée à celle de l'engagement. Si l'action n'est pas simplement quelque chose qui lui traverse l'esprit, elle doit alors envelopper un principe plus général d'action. Ce principe a nécessairement été choisi librement et engage l'individu comme tel. Il constitue un reflet du type de vie qui présente pour l'individu une valeur.

La référence à Sartre est parfois explicite (voir infra C., 3.1) et le lien entre engagement et choix existentiel conscient, comme le suggère Z., militant antifasciste, en fin d'entretien :

« là, on va rentrer dans le spirituel : quel sens on va donner à notre vie ? Est-ce qu'on accepte de vivre en sachant qu'il y a autant de souffrances autour de nous ? Est-ce que c'est normal qu'il y ait autant de richesses et autant pauvres ? Est-ce que c'est normal que l'industrie de l'armement continue à fonctionner jusqu'à nos jours ? Est-ce que c'est normal que des gens violents et peu qualifiés aient accès au pouvoir parce qu'ils viennent de la bonne famille ? [...] Est-ce que c'est normal que la subvention à une vache par jour dépasse le seuil de pauvreté mondial en Europe ? [...] Je peux poser 1000 questions. »

L'inscription originelle du « choix » de la lutte contre les injustices, quand bien même elle demeurerait un point obscur dans la réflexivité des acteurs³, permet de nuancer la thèse du poids des idéologies radicales comme « moteur des processus de radicalisation (Collovald et Gaïti, 2006, p. 43). Si, pour une part, des déterminants sociaux, familiaux peuvent expliquer les carrières en radicalité, on peine à comprendre pourquoi certains individus plutôt que d'autres font ces choix (voir Gurr, 1970). Probablement est-ce cet aspect idiosyncrasique qui appert dans les retours réflexifs sur leur propre trajectoire que les acteurs opèrent durant l'entretien. Ainsi cet étudiant allemand estime que

« c'est le départ émotionnel, le départ de sentiment qui mène à une certaine réflexion catégorique⁴, on va dire, de lire des analyses critiques du capitalisme. Donc en fait le sentiment, il se réfléchit soi-même, c'est le point de départ qui est inexplicable, je pense ou j'ai pas encore réussi à l'expliquer logiquement. Si je regarde l'histoire de moi-même et j'essaie de trouver le point où je suis décidé d'être maintenant contre le système, c'est dur à le trouver » (K).

¹ Voir : « Je crois que *ce qui me définit, c'est pas ce que je dis mais c'est ce que je fais*. Je crois que ce qui définit les gens, c'est ce qu'ils font aussi. » (J.)

² Ainsi « je ne me saisis jamais abstraitement comme pure possibilité d'être moi-même, je n'existe que comme engagé » (Sartre, 1943, p. 352).

³ « La question : pourquoi moi j'ai eu envie de lutter contre l'injustice ? J'ai pas de réponse. » (R.)

⁴ Au sens philosophique et kantien du terme.

De façon préliminaire à l'entretien, il soulignait :

« je pense que c'est assez difficile d'avancer jusqu'aux vraies causes de notre motivation politique dans une heure. Les raisons restent assez inconnues pour nous-même comme on se méfie des explications superficielles qu'on donne à nous-mêmes. À la fin, je pense que ni psychoanalyse ni matérialisme historique seront capable d'expliquer la motivation pour la résistance "jusqu'au bout". Ça mène normalement dans un recours infini¹ et il faut – au moins logiquement – accepter que le désir de libération reste inexplicable.

De toute façon, la vraie question est, pourquoi les gens NE se révoltent PAS – non ? » (K.)

Cette interprétation coïncide avec la signification que revêt l'engagement comme *attachment* – en langue anglaise –, *i.e.* « engagement corps et âmes », correspondant à des pratiques dont les motifs réels se situent à un niveau pré-réflexif (voir Gardella et Monnet, 2008), et pour autant que cet engagement se distingue du *commitment*. Est-ce à dire que l'idiosyncrasie (individuelle) et, corrélativement, l'approche psychologisante offrent les raisons ultimes de ces parcours et de ces engagements, conformément à ce que suggère souvent la fabrique médiatique du terrorisme, dans son analyse de la violence politique (Bugnon, 2012, p. 248) ? On peine en effet à expliquer pourquoi certains individus se révoltent – voire deviennent « terroristes » – alors que d'autres pas. S'agit-il d'un choix existentiel de type sartrien ? On ne peut rendre raison de la décision d'embrasser la violence politique par la seule théorie du choix rationnel (Victoroff, 2005, p. 16). Les entretiens menés rappellent *a minima* que l'analyse de ces options politiques imposent de conjointre les niveaux micro- (des dispositions, socialisation, idiosyncrasies individuelles), méso- (du façonnage organisationnel, de la « prise de rôle » et de la dépendance au groupe militant) et macro- (du contexte politique, de la répression et des opportunités politiques).

3. L'impossible démission

3.1 POUR UNE SOCIOLOGIE DE L'ETHIQUE

Si les formes d'action politiques qu'impliquent ces types d'engagement dits radicaux ou violents laissent parfois perplexes, les personnes qui les ont assumés s'interrogent plutôt sur la possibilité de ne pas s'engager (voir supra K. par exemple). De leur point de vue, la question pertinente est renversée et devient : comment est-il possible de ne pas s'engager ?, signifiant ainsi la centralité et le caractère apparemment inéluctable, incontournable de l'engagement, tout comme l'impossibilité de reculer devant sa nécessité.

Le militantisme moral a fait l'objet d'études sociologiques antérieures (McCarthy et Zald, 1977 ; Mendras, 1980) qui distinguent, au sein des membres actifs des mouvements sociaux, ceux qui tirent un profit direct de la satisfaction escomptée des revendications et les membres par conscience (*conscience constituents*), mettant leur savoir-faire militant et leurs ressources personnelles au service d'une cause qui ne les concerne pas directement (voir aussi Neveu, 1996). Le « militantisme moral » ou « militantisme par conscience » désigne l'engagement dans des luttes politiques sectorielles de la part d'individus qui ne sont pas directement concernés par ces causes. Tel est précisément le cas des militants antifascistes, de ceux impliqués dans la défense de prisonniers politiques liés à leur cause et, plus généralement, de toutes les luttes revendicatives dont ils ne sont pas les bénéficiaires directs, telles les luttes anti-impérialistes ou révolutionnaires. [On pourra certes considérer que les militants moraux tirent

¹ *I.e.* dans une régression à l'infini.

des bénéfiques annexes de leur participation désintéressée à l'action collective¹. Néanmoins les organisations et mouvements étudiés constituent un terrain peu propice à une telle analyse en terme d'intérêt notamment du fait des risques pris par les acteurs.] L'analyse de ces parcours et des raisons avancées par les acteurs suppose de distinguer motivations et croyances (voir Elster, 2005, p. 238)². Ainsi des motivations principalement « altruistes » peuvent sous-tendre des actions mettant en danger la vie de ceux qui les mènent (voir Blom, 2011, p. 871). Le choix de l'engagement ne renvoie alors pas à la volonté calculatrice de satisfaire un intérêt mais peut aussi s'ancrer dans une nécessité identitaire.

Or l'identité individuelle, la définition de soi procèdent d'un travail de construction et de mise en scène. Dès lors la référence à des principes éthiques ou à une forme de morale peuvent se constituer en revendications désirables et en dimensions pertinentes de l'identité individuelle/personnelle, telle qu'elle est déclinée au cours d'un entretien. L'exploration des raisons de l'engagement offre ainsi l'occasion d'une incursion dans une sociologie empirique des phénomènes éthiques et politiques, pour autant qu'« une étude empirique des éthiques contemporaines et de leurs pratiques reste [...] presque entièrement à penser. » (Turina, 2010, p. 164) Les raisons d'agir sont, dans certains cas, présentées sous l'angle de l'altruisme, du refus de l'injustice, du dévouement pour des valeurs supérieures à celles des sociétés marchandes et capitalistes. Chez d'autres, on identifiera une dimension égocentrique, lorsqu'ils déclarent militer pour « être en paix avec [leur] conscience ».

Or « les contenus éthiques de la protestation restent presque absents du discours des sciences sociales » (Turina, 2010, p. 164). La philosophie morale s'y est intéressée mais sans s'appuyer sur l'analyse empirique des trajectoires des acteurs ni de leurs discours. Les entretiens approfondis pallient à cette lacune. Ainsi qu'ils l'ont précédemment suggéré – de même que d'autres de nos travaux (voir Guibet Lafaye, 2017a) – les engagements étudiés coïncident avec des choix de vie (voir C., Z.), c'est pourquoi l'étude de ces formes d'engagement participe d'une sociologie de l'éthique (voir Turina, 2010, p. 167). Ces engagements se portent en effet au-delà de l'affirmation d'opinions ou de leur simple défense, dans la mesure où l'adhésion à ces conceptions entraîne des actions concrètes. Une sociologie de l'éthique peut alors consister dans l'étude *empirique* des manières collectives ou individuelles d'incorporer certains principes dans la conduite quotidienne et les actions des acteurs.

La distinction entre éthique et morale est utile pour préciser le positionnement des acteurs et identifier des phénomènes sociaux sensiblement différents. « Une morale sera présentée comme un système de normes imposées par un groupe, [...] qui assure l'ordre entre ses membres par l'appel à des sentiments donnant à ces normes elles-mêmes une valeur inconditionnelle. » (Isambert *et al.*, 1978, p. 337) Alors que certains phénomènes sociaux consistent à défendre les intérêts du groupe (en marquant les frontières, excluant ou réduisant au silence les dissidents, en protégeant l'orthodoxie, en évitant des confusions identitaires avec d'autres groupes, etc.) et s'inscrivent donc dans cette morale de groupe, la défense de ces intérêts peut, par ailleurs, être motivée par des contenus moraux (tels la lutte contre les discriminations, les inégalités – interprétées comme engendrées par le capitalisme –, le racisme, la protection des travailleurs, le refus de l'exploitation et de la domination, du

¹ Le paradoxe d'Olson vise à montrer que l'action collective n'est pas compréhensible en terme d'intérêt commun d'un groupe à agir, puisque dans une perspective utilitariste la poursuite d'intérêts privés coïncide rarement avec la réalisation d'un bien commun. En ce sens, ce sont les bénéfiques « privés » qui dérivent de la participation directe à un mouvement collectif qui sont vus comme autant d'incitations sélectives à l'engagement. Services (pour les syndicats ou les associations), prestige, obtention d'emplois permettant de vivre à la fois pour et de la politique constitueraient en effet autant de rétributions expliquant que les militants acceptent les coûts de l'engagement même s'ils ne bénéficient pas des effets collectifs de leur action (ou, s'ils en bénéficieraient même sans participer à la mobilisation). Sur ce point, cf. Olson, 1965.

² Cette ambiguïté est, en fait, intrinsèque à « la notion de motivation [qui] ne se place pas sur le plan objectif qui est celui du réel mais au niveau du désir [...] qui est celui de l'imagination » (Grawitz, 1993, p. 449).

fascisme). Au sein de ces groupes – comme dans d’autres groupes sociaux – s’articule une morale, c’est-à-dire un ensemble de pratiques, d’habitudes et de valeurs communes, qui marquent la cohésion et l’appartenance au groupe, aussi bien que la frontière avec « les autres ». Les contenus moraux qui nourrissent ces attitudes de défense du groupe, tout comme l’adhésion à un style de vie articulé autour de principes, décrivent les contours d’une éthique (Weber, 1996), au sens d’une *conduite de vie organisée avec plus ou moins de cohérence autour de certains principes*. Ils sont consciemment élaborés – autour de la lutte contre le capitalisme et les discriminations, notamment – et portés par un choix délibéré. Or « la rébellion contre l’ordre moral peut être considérée comme conduite éthique. [...] l’objection de conscience, dans le sens le plus général, est précisément ce refus de se plier à la « raison de groupe » (comme on dit la raison d’État), en s’appuyant sur des instances externes (philosophie, religions). » (Isambert *et al.*, 1978, p. 337)

La morale se distingue alors de l’éthique pour autant que la première coïncide avec un respect dû au groupe, appelant des sanctions, lorsqu’il est transgressé (voir Durkheim, 1924)¹, et que la seconde reflète une conduite de vie qui s’inspire de principes déterminés (voir Weber, 1996 ; Turina, 2010, p. 181). Dans le second cas, il s’agit d’un projet éthique pour autant qu’il exprime une doctrine plus ou moins formalisée, contrastant avec les modes de vie ordinaires, et inspirant des acteurs œuvrant pour des changements sociaux majeurs. Une éthique cohérente peut être *le choix de quelqu’un* qui, dans certains cas – en particulier dans les groupes étudiés –, fait quelque chose *contre* la morale ou contre la loi, s’efforce de dépasser les conventions morales ou les lois du pays. Il importe alors d’envisager la revendication morale, associée à cette forme d’action politique – plutôt que d’interpréter l’engagement comme le reflet mécanique de dispositions acquises ou comme le fruit d’un calcul rationnel (Agrikoliansky, 2001).

Les façons de faire et manières d’agir des acteurs rencontrés se distinguent spécifiquement d’actions renforçant l’ordre moral, la conformité des mœurs et la cohésion du groupe macrosocial. En revanche, elles sont assimilables à des règles de conduite, intégrées dans des choix de vie s’opposant aux habitudes du plus grand nombre et investies comme susceptibles d’induire, sur la longue durée, des changements sociaux. Sont alors revendiqués et assumés des défis éthiques portés contre des normes morales dominantes. Ces modes de vie et d’action visent à produire des changements dans les idéologies et pratiques contemporaines. Ils s’appuient sur des conduites de vie se voulant cohérentes et se donnant pour objectif de *modifier l’ordre social par le biais de l’engagement personnel et de la lutte organisée*, dans une logique d’opposition aux idées et aux modes de vie traditionnels ou dominants, en vue de les faire évoluer. La perspective, pour ces éthiques minoritaires, est toutefois de s’institutionnaliser à terme comme normes morales dominantes.

La dimension d’élaboration des normes et d’élaboration graduelle à travers le temps peut enfin être saisie à travers les entretiens. En effet, « la propension à la morale ne reflète [...] pas simplement des normes et des croyances qui guideraient inflexiblement les choix d’action mais procède plutôt d’un travail continu d’interprétation du passé et d’ajustement à la situation présente. » (Agrikoliansky, 2001, p. 39)

3.2 LA NECESSITE DE L’ENGAGEMENT

L’élaboration des normes, parmi les acteurs entendus de l’extrême gauche française, et la réflexivité sur les trajectoires, produit une première disposition se résumant dans l’impossibilité

¹ La sanction est requise pour pouvoir définir un fait social comme moral (Durkheim, 1924, p. 48-49).

de « faire autrement »¹. L'éthique, caractéristique de ces groupes, se décline en premier lieu comme l'incapacité de ne pas agir ou réagir face à des situations jugées scandaleuses, indignes, injustes (voir Guibet Lafaye, 2017c). Une partie des acteurs témoigne d'une force inhérente, intérieure, au principe de leur engagement, et à laquelle ils ne peuvent s'opposer, qu'il soit question d'une sensibilité à l'injustice ou de l'incapacité d'accepter un état du monde s'écartant excessivement de leur idéal. Les propos de cette militante antifasciste en témoignent, lorsqu'on lui demande d'apprécier son choix de vie :

« Elle [la vie] serait plus facile. Déjà parce que c'est chronophage : je préfère passer une soirée à bouquiner [...] plutôt qu'à me taper une réunion. C'est chronophage... enfin, effectivement ça serait plus facile de s'en foutre de tout ça, d'avoir aucune conscience politique, c'est facile et c'est confortable. Le fait est que j'ai une conscience politique, j'ai l'impression depuis toujours. » (R.)

R. témoigne de formes d'interférences entre vie privée et vie publique. Cet ancien des GARI et d'AD lui fait écho :

« on peut pas s'arrêter... On peut pas au minimum s'arrêter de penser, d'être révolté, d'essayer d'analyser, comment ça fonctionne, de se demander qu'est-ce qu'on pourrait faire, dans un premier temps au moins, pour les emmerder et d'essayer de renverser la vapeur. » (D.)

L'étonnement face à l'inertie générale, à la frilosité à l'égard d'actions militaires s'exprime dans les propos de cette femme, ayant soutenu la Fraction Armée Rouge (RAF) :

« mon intérêt de la RAF, il venait de cette expérience précoce. Mais en fait... La question que tout le monde se pose était : comment peut-on devenir terroriste ? Et moi, la question que je me posais était complètement inverse. C'était : comment peut-on ne pas... avoir embrassé la lutte armée ? Et comment moi j'ai pu ne pas le faire. » (N.)²

Les propos de cette militante récusent la représentation fortement ancrée dans les sociétés occidentales du caractère improbable de la violence. Or, pour comprendre ces trajectoires il faut dépasser ce type de représentation pour penser « la violence comme action sociale et non comme mal, reconnaître qu'elle peut être recherchée comme une forme de vie, [qu'elle] n'est pas seulement un accident, une pathologie, plus même, certains peuvent faire confiance à la violence » (Reemtsma, 2011). Ainsi ces acteurs refont surgir et assument la violence comme une option de l'action humaine, considérant qu'aucun ordre social n'est fondé sur la prémisse de la non-violence.

a. L'interdit social de la violence

Certains acteurs suggèrent ainsi de reconsidérer notre attitude à l'égard de la violence et plus largement l'acceptation généralisée de conditions et de situations jugées injustes, discriminatoires, inacceptables, intolérables. Dès lors, il conviendrait moins de s'interroger sur l'entrée dans la violence et la prise des armes que d'expliquer comment il est ou il serait possible de ne pas s'engager, de ne pas lutter contre ce système (voir N., Ya., Ja. ou R.). Telle est, en tous cas, la question récurrente qui jaillit, lorsque l'on interroge des personnes ayant assumé et, surtout, ayant soutenu les luttes ne reculant pas devant l'usage de la violence. L'acceptabilité et le rejet de la violence tiennent au système de références et de normes socialement assumé. Néanmoins un acte tenu pour déviant, lorsqu'il est décrit à l'aide de

¹ Comme l'évoque cette étudiante de la Sorbonne, présente dans les cortèges de tête : « c'est un peu comme une nécessité profonde de résister, en fait » (H.). Voir aussi infra K., 3.2.c.

² Voir aussi K., fin du 3.2.

critères relevant d'un certain ordre normatif, peut, à l'inverse, être considéré comme normal, lorsqu'il est appréhendé en usant de critères propres à un autre ordre normatif. L'élucidation d'une éthique des combats qualifiés de radicaux permet d'esquisser ces systèmes normatifs. Évoquant la RAF et interrogée sur la notion de radicalisation, N. prend ses distances à l'égard des références habituelles, notamment incarnées par Olivier Roy¹ :

« d'abord se radicaliser, c'est pas forcément aller vers la violence. Quelqu'un qui va jusqu'au bout d'une grève de la faim, c'est une autre forme de radicalité, [est] tout aussi radical. Lier radicalité et violence, non...

Il n'y a pas de radicalisation dans la RAF, pas du tout. Il y a une conception globale qui implique forcément le recours à des actes comme ça. Il faut avoir une idée de la violence comme quelque chose de totalement improbable pour parler ainsi..., alors que ça fait partie des possibilités et des modes d'actions disponibles. Je vois pas où est la radicalité là dedans donc j'aime pas du tout le concept de radicalisation. » (N.)

Une lecture à partir du prisme de la sociologie de la déviance permet d'atténuer le caractère inédit d'une telle déclaration. Plus encore, une sociologie de l'éthique permet de comprendre que le rapport analytique entre convictions et actions est central dans la détermination des engagements décrits comme extrêmes ou radicaux.

b. La valeur de l'engagement

La détermination à l'action constitue l'épreuve qui, aux yeux des acteurs – plutôt que par rapport au groupe –, permettra de mesurer la réalité de l'engagement et lui confèrera sa valeur morale. La qualité très particulière de cet engagement signifie, pour certains, de mettre sa vie en danger. À travers les discours et dans les schèmes d'interprétation de la réalité, se construit ainsi une grille de classification et d'évaluation des acteurs sociaux, qui oppose une action politique inefficace (donc en tant que telle stigmatisée) parce que ne touchant pas l'organisation du pouvoir économique ou politique – action typiquement incarnée par les manifestations –, d'une part, et, d'autre part, un engagement authentique qui suppose la prise de risque, voire la mise en danger au nom d'une cohérence entre ses convictions et ses actes, voire son mode de vie. Les acteurs politiques que nous avons rencontrés endossent d'autres valeurs – qui, en l'occurrence, impliquent intrinsèquement d'agir – et de s'y conformer activement plutôt que simplement verbalement. Le fait de *vivre* pleinement ses convictions et d'en assumer les conséquences est revendiqué de façon récurrente². Rationalités cognitive (le raisonnement) et praxéologique (la pratique) sont, pour ces acteurs, inextricablement mêlées (voir Ogien, 1995, p. 160).

Ce type d'engagement se prévaut en outre d'une valorisation symbolique, dans la mesure où il est interprété dans une rupture ennoblissante avec d'autres types d'engagement (voir Agrikoliansky, 2001, p. 31) dont les caractéristiques sont présentées comme verbales, simplement discursives ou théoriques. Les propos recueillis permettent de préciser les conditions dans lesquelles sont produites ces interprétations. La réalité et la qualité de l'engagement³ peuvent, par exemple, être mesurées à l'aune de la capacité à prendre des

¹ Voir *Libération*, 14 avril 2016 ; *Le Monde*, 8 juillet 2005.

² Une illustration majeure en est donnée par C., membre du noyau internationaliste d'AD, qui a passé plus d'un quart de siècle en prison : « Ça c'est presque existentiel quand on dit ça mais ça fait partie... Moi, j'ai une radicalité contre le système et en même temps j'ai aussi... je ne veux pas vivre une demie vie. Je veux vivre une vie entière et j'ai eu l'impression... j'en ai toujours la certitude que j'ai eu une vie *pleine* parce que j'ai choisi ce camp-là. Voilà. J'ai lu beaucoup Sartre. » (C.)

³ « L'élément fondamental, je crois que c'est ça, c'était *la qualité de l'engagement* qui avait été très très loin, alors que pour beaucoup, le mouvement étudiant c'est lié aux années de jeunesse, une parenthèse » (N.).

risques, voire des risques vitaux, comme le souligne N., dans un contexte social où une partie des revendications sont le fait de personnes issues de la classe moyenne ou d'intellectuels :

« - Quelle signification avait pour vous l'engagement ?

L'engagement ? Moi, j'avais le sentiment de ne pas être engagée. Pour moi, le seul engagement est celui qui met notre vie en jeu¹ : si, la violence me fascinait, c'était pas tellement pour les dommages causés à autrui ou pour la mort causée d'autrui mais plus parce qu'il me semblait qu'on n'était sincère que lorsque l'on mettait sa vie en danger sinon c'était du blabla. Et voilà, j'ai un profond dégoût mais vraiment... pour la politique d'extrême gauche à cette époque, c'est-à-dire qu'on manifeste contre la guerre du Vietnam, et puis après on va au manger dans un café, on boit notre verre de vin et on va dormir tranquille et puis on referra une manifestation. Ça me paraissait... j'étais très jeune, voilà j'avais entre 14-16 ans : ça me paraissait hypocrite et pire même que les gens qui ne faisaient rien, si vous voulez. Ce qui m'a accroché dans la RAF, c'était cette authenticité et cette authenticité, elle était liée au fait... qu'ils mettaient leur vie en jeu. Et... là dessus, j'ai pas vraiment non plus changé. J'aime toujours pas le radicalisme de salon ou de colloque vraiment. Et... du coup, étant donné que j'ai jamais mis ma vie en jeu et pas fait non plus rien d'héroïque, j'avais une certaine frustration, c'était très frustrant justement cet engagement au sein ce comité de soutien : parce qu'on défendait des gens extrêmement radicaux sans soi-même avoir une pratique radicale. C'est pour ça qu'au moins quand je galopais avec les Autonomes voilà... c'était plus vivifiant parce qu'au moins différent, on pouvait recevoir soit un mauvais du service d'ordre de la CGT qui nous tabassait bien soit des CRS. D'ailleurs les CRS étaient moins violents que le service d'ordre de la CGT.

L'engagement, c'est ça, l'engagement c'est ne pas se mentir à soi-même. Mais on pouvait avoir une vision du monde assez simpliste à l'époque, il y avait un schéma... un tiers-mondisme [...] c'était plus facile de reconnaître où étaient le bien et le mal, entre guillemets [...] ce qu'on appelait les multinationales par exemple étaient essentiellement à capitaux américains. Aujourd'hui c'est bien plus complexe. Donc ça permettait d'avoir une vision du monde plus... plus simpliste. Mais qui permet du coup de s'engager plus parce que si vous êtes dans des tas de subtilités voilà, on ne fait rien, c'est trop compliqué. » (N.)

La prise de risque constitue l'épreuve dans laquelle s'apprécie la valeur morale de l'engagement, en quelque sorte sa « grandeur » (Boltanski et Thévenot, 1991). Interrogée sur la possibilité et l'existence d'une éthique au sein de la lutte armée, N. répond :

« les gens de la Fraction Armée Rouge étaient des gens d'une très haute moralité et c'est pour ça qu'ils se sont engagés. Bien sûr. Vous ne pouvez pas trouver plus morale qu'Ulrike Meinhof qui... elle était justement rongée par la culpabilité quand elle allait aux dîners mondains tout en se disant, il faut que je participe à ces dîners parce que ça me permet d'avoir ces relations qui me donnent une audience mais c'était terrible pour elle. C'était des gens de haute moralité, beaucoup plus moraux que ces petits intellectuels radicaux qui pérorent [...], ça c'est certain. Parce que eux mettent leur vie en jeu, leur liberté en jeu. C'est pas des cyniques, vraiment. C'est pas des cyniques, du tout. » (N.)

Cette qualité de l'engagement, la valeur morale de celui ou de celle qui l'assume se décline, chez cet ancien membre des NAPAP, sur le mode de la sincérité :

« ces gens-là² en fait, qu'est-ce qu'ils ont comme point commun ? Ils ont une certaine sincérité par rapport à la vie. [...]

Alors qu'est-ce que ça veut dire quelqu'un de sincère ? C'est-à-dire qui ne se raconte pas d'histoires, qui est lucide face à une situation et qui n'admet pas qu'on ait pu lancer comme ça une dynamique de mouvement, et que cette

¹ Ceci fait écho à l'interprétation sartrienne du choix de l'existence comme constitutif de l'essence humaine.

² *I.e.* ceux de la Nouvelle Résistance Populaire (NRP), groupe clandestin issu de la Gauche Prolétarienne.

dynamique de mouvement, bah, on décide de l'arrêter! parce que les gens étaient fatigués, sûrement c'est vrai, qu'ils avaient trop milité, sûrement c'est vrai, mais sans qu'il y ait réellement, je dirais, un débat. » (O.)

L'interprétation en termes de valeur du positionnement et des choix stratégiques des acteurs advient dans un contexte où la conscience de la dissymétrie du rapport de forces est incontestable. O., engagé dans les NAPAP, privilégie une lecture axiologique plutôt que stratégique ou rationaliste des engagements passés et qui s'appuierait sur le constat d'un impossible renversement du rapport de force politique et militaire. Les extraits évoqués permettent de souligner le type de valeurs (sincérité, authenticité, etc.) que mettent en avant les acteurs, dans une démarche qui n'est pas seulement de justification et de rationalisation *a posteriori*, dans la mesure où certains d'entre eux comme N. ou O. ont choisi la voie de l'*exit* et fait défection. Ils suggèrent également de compléter, sur le plan microsocial, une approche qui privilégierait exclusivement le poids des organisations dans les processus de radicalisation (voir Sommier, 2012).

En effet, l'influence du groupe sur les carrières en radicalité se voit ici mise entre parenthèses, au profit de l'engagement par rapport à soi et d'une forme de sincérité par rapport à soi-même. L'évocation de « valeurs supérieures », dans une logique qui peut parfois être dichotomique (*i.e.* opposant « nous » *vs.* « les autres », en particulier ceux qui ont renoncé à leurs engagements premiers à la fin des années 1960-70), peut intervenir au même titre que la critique des institutions et la volonté de changer l'ordre social, dans la légitimation de la violence (voir Marchand, 2016). La lecture axiologique récuse l'interprétation utilitariste de l'action, voulant que les individus font ce qu'ils font, non pas *uniquement* à cause de la « théorie » explicative qu'ils ont élaborée, mais à cause du profit réel qu'ils en retirent par ailleurs. Ce cadre théorique pose en effet que la rationalité des agents est « utilitaire », en ce que le choix des moyens (en l'occurrence, les conduites) est indexé sur des fins (les profits retirés). Pourtant l'ordre normatif que nous reconstruisons à partir des propos des acteurs articule *a contrario* les normes sous-jacentes aux pratiques individuelles ainsi que les convictions morales des acteurs² (voir infra 3.3 et Si. en 3.4).

c. Rationalité cognitive et rationalité praxéologique

L'engagement dit radical ou dans des groupes usant de moyens politiques non conventionnels atteste donc d'une convergence forte et revendiquée entre rationalité cognitive et rationalité praxéologique. La capacité de mettre en œuvre des moyens à la hauteur de ses convictions constitue un trait caractéristique des modes de pensée d'une partie de l'extrême gauche française. Le normatif et ce qui fait sens pour les individus, c'est-à-dire l'exigence d'avoir une pratique en consonance avec ses idéaux, rejoignent alors des descriptions de la radicalisation, en termes d'idéologie et de moyens. Cet homme, antifasciste qui a passé plus de trois ans en prison suite à l'usage d'explosifs, *i.e.* à des « plasticages politiques », le suggère : « les gens³ savaient très bien qui c'est qui tapait. [...] Il y a pas grand monde, dans le milieu, qui est en capacité de mettre ses paroles en acte » (V.). Ainsi l'engagement radical se caractérise, *du point de vue des acteurs*⁴, comme le fait de ne pas simplement théoriser, discourir,

¹ Allusion à la dissolution de la GP.

² Soulignons toutefois certaines des limites de la méthodologie adoptée. Fondée sur des entretiens individuels, partiellement rétrospectifs (38 des personnes entendues – *i.e.* 61 % – ne sont plus actives aujourd'hui), notre recherche n'a pas bénéficié de l'observation du fonctionnement des groupes de l'époque, certains ayant d'ailleurs été clandestins.

³ De sa ville.

⁴ Qui, pour leur part, ne le labellisent pas comme « radical ».

parler mais aussi d'agir (voir supra J.). Se trouve ici dévoilé un « régime d'action » spécifique, pour autant que l'action est « appréhendée à travers l'équipement mental et gestuel des personnes, dans la dynamique d'ajustement des personnes entre elles et avec des choses » (Corcuff, 1998). Nous caractériserons, dans ce qui suit, des façons typiques de se comporter dans certaines situations, mettant en évidence une interrelation et une interactivation de dispositions mentales et corporelles avec des situations pré-agencées. Le régime d'action se présente alors comme un mode d'articulation de dimensions macrosociales (des situations et des comportements pré-agencés – ayant une validité plus grande que telle ou telle situation particulière), et de dimensions microsociales (des situations localisées et des acteurs individualisés). Ainsi l'engagement radical se caractérise, *du point de vue des acteurs*, comme le fait de ne pas simplement théoriser, discourir, parler mais aussi d'agir (voir J., supra).

Se trouve ici assumée une représentation spécifique de l'action politique et de l'action politique efficace, fortement récurrente dans les discours recueillis. *A contrario*, pour l'essentiel des individus, on observe, d'une part, que le fait d'avoir des raisons « fortes » de croire en la validité (factuelle ou morale) de quelque chose *n'implique pas* que l'on agisse en fonction de cette croyance et, d'autre part mais surtout, que l'on peut faire quelque chose, non parce que l'on croit (même rationnellement) qu'il faut le faire, mais pour d'autres « raisons » (au sens, ici, le plus large du terme) qui, elles, demeurent inconnues aux acteurs (voir Cuin, 2005, p. 564). Or dans les discours recueillis, on trouve une actualisation singulière de l'impératif catégorique kantien : « tu dois donc tu peux. » (Kant, 1793, Ak. VI, p. 94), quels que soient les obstacles – matériels et moraux – et les risques que comporte le fait d'agir. Animés par la conviction catégorique que le devoir implique le pouvoir, les acteurs définissent/identifient l'action juste comme celle qu'ils sont capables de réaliser, dévoilant ainsi leur propension à la théorisation morale et au faire, nous forçant à reconsidérer ce qui est bien et mal, juste et injuste (voir Stern, 2004, p. 43-44).

La nécessité impérieuse d'agir, comme de ne pas accepter le monde tel qu'il est, est très présente dans les jeunes générations, qu'elles soient antifascistes ou qu'elles participent aux cortèges de tête, au cours des mobilisations sociales. Ce jeune Allemand, très actif lors des mobilisations contre la loi El-Khomri de 2016 est explicite, lorsqu'il est interrogé sur la signification de son engagement :

« c'est ça la question qui est la plus dure à répondre. On va dire que c'était plutôt *une nécessité*... le résultat des – je sais pas – circonstances biographiques, des accidents ou des coïncidences, m'ont mené à ne pas être capable de me conformer, en fait, de supporter la normalité... des institutions, du déroulement de la vie en ce moment. Donc la résistance, c'était pas un but, c'était plutôt un résultat, en fait. L'incapacité... oui, de s'adapter, et de poursuivre, on va dire, une biographie prévue et normale. » (K.)

R., militante antifasciste, également interrogée sur la signification qu'a pour elle son engagement, lui fait écho :

« je saurais pas faire autrement : face aux choses qui me semblent injustes, je ne peux pas ne pas agir. Ça serait plus douloureux pour moi de ne pas agir que d'agir. Après militer moi, j'aime pas spécialement ça. Ça me gonfle : les réunions le soir, prendre des risques. C'est pas quelque chose qui... le folklore autour, je m'en fous un peu alors que c'est très fédérateur pour beaucoup de gens. Pour moi vraiment ça serait plus douloureux de rien faire que de faire. Même si des fois ça m'emmerde » (R.)¹.

¹ Cette étudiante de philosophie, ayant 20 ans de moins que R., se place dans une posture comparable : « le système dans lequel on vit est tellement violent que... *ne pas résister à ce système, c'est commettre beaucoup plus de violence indirectement que résister violemment à ce système.* » (X.)

Non seulement « l'idée de justice ou d'équité peut être plus fondamentalement reliée aux dispositions à la violence que les sentiments de privation » (Blumenthal *et al.*, 1975, p. 108 ; voir aussi Lupsha, 1971) mais les symboles – en l'occurrence la manifestation syndicale, la résistance ou encore le capitalisme – sont utilisés pour forger un sens du soi, pour créer et soutenir ce que nous expérimentons comme la réalité d'une situation sociale particulière (Johnson, 1995, p. 144).

Les discours analysés permettent donc de nuancer la thèse du poids de l'institution sur l'individu dans le processus d'entrée en radicalité à partir d'une exploration du plan microsociologique des déterminants individuels de l'action, ici abordés dans leur expression axiologique. Si l'on a pu considérer que « dans l'engagement radical, le poids de l'institution sur l'individu est très certainement plus fort et plus profond au point d'exercer des effets pesants sur les conditions et les possibilités mêmes de sortie » (Sommier, 2012, p. 24), il demeure, indépendamment de toute rhétorique idéologique, que l'engagement en tant que tel procède de dispositions individuelles que les individus peinent parfois à rationaliser et à expliquer – estimant que l'attitude inverse (*i.e.* le désengagement) est bien plutôt inexplicable¹. Si le biais inhérent à une démarche d'individualisme méthodologique ne doit pas être perdu de vue, il convient toutefois de reconnaître que les acteurs dont nous venons de rapporter les propos œuvrent au sein de structures très souples. De même que l'origine de la violence se voit souvent inversée, dans un processus conjoint de délégitimation de l'adversaire et de légitimation de soi, conformément au paradigme de l'accusation des accusateurs (Sykes et Matza, 1957) ou du renversement de la responsabilité, de même s'opère une inversion du point obscur (*i.e.* de l'inintelligibilité) de l'attitude face à l'engagement : ce n'est pas tant ce dernier qui appelle l'analyse et l'effort interprétatif que le fait de se tenir en deçà de lui, ainsi que le suggère cet anarchiste actif dans les années 1970-80 : « *On se serait posé des questions si je m'étais pas engagé* parce que comme on disait au départ, il y avait toute raison de se mobiliser. Comme à l'heure actuelle, il y a les mêmes motifs chez les jeunes de se mobiliser, de se révolter, vu ce qui... les attend. » (Ja.)²

3.3 NE PAS DEMISSIONNER

Cette propension irrépressible à agir conformément à ses convictions, à ne pas laisser faire³ se traduit notamment dans la posture consistant à refuser de baisser les bras⁴, d'abandonner la lutte, de démissionner. Au-delà des illustrations que nous donnerons de cette posture, il s'agit de comprendre ce que signifie pour les individus le fait de ne pas être acteur, dans un contexte où ils ont fait l'expérience de la limite des moyens conventionnels et légaux de l'action politique, face à une situation qui les révolte ou qu'ils estiment foncièrement injuste.

¹ « C'est ne rien faire qui faisait et fait toujours problème. Ce qui ne l'était pas, c'est cette soumission opiniâtre au pire qui les entourait. Cette veulerie enthousiaste dans l'allégeance à toutes les formes de tyrannie. Ne pas se révolter contre la loi capitaliste de l'argent pour l'argent, contre la barbarie archaïque de l'État franquiste, contre les lois iniques et racistes du gouvernement de Vichy, contre l'arrogance nazie fière de ses élites et de ses camps, contre une « libération » oubliée de l'horreur atomique d'Hiroshima et de Nagasaki, contre le pays du Goulag et ses mensonges, voilà la question radicale. Voilà la radicalité de notre siècle. C'est cette radicalité dans la servitude qui devrait poser problème. Pas l'humaine normalité triviale de la révolte contre ces temps maudits de subordination généralisée. » (Fu.)

² H., étudiante participant aux cortèges de tête, le confirme : « en fait, je ressens... C'est un peu comme *une nécessité profonde de résister...* »

³ Voir D. supra 3.2.

⁴ « La radicalisation, c'est quelque chose de bien, finalement, en notre sens bien sûr. C'est retourner aux racines et donc faire un travail sur soi-même. Mais moi je trouve pas qu'on soit si... Si, on est radical... non, c'est normal d'être radical, face à un système... destructeur. Je veux dire, *on peut pas laisser passer ce genre de choses.* » (St.)

S'exprime ici une conceptualisation de l'engagement comme *commitment*, à la fois individuel et collectif¹. Elle ouvre à la question de la responsabilité individuelle et aux modalités d'engagement volontaire d'un sujet libre. L'individu revendique une liberté d'agir et cherche à l'accomplir à partir de l'intime conviction d'être à même de participer consciemment à l'histoire et de changer l'ordre des choses. Cet engagement est normativement explicité, par les acteurs, qu'ils fassent référence à la dignité, à la sincérité, à l'honnêteté, à une lutte contre la violence systémique, à des valeurs personnelles. Interrogé sur ce qui justifiait sa lutte et celle de ses camarades, cet ancien d'AD avoue :

« parce que la vie, parce qu'on peut pas laisser ce monde-là comme ça. C'est une question de dignité quand même, non ? On pouvait pas faire autrement. [...] Quand on est issu d'une histoire, d'un moment historique aussi. Là 68, c'est notre génération. [...] On ne pouvait pas, après, retourner en oubliant tout ça de ce qu'on avait pressenti, on pouvait pas se trahir comme ça, s'investir sur des projets individuels, sur des trucs comme ça. On n'allait pas se retirer dans des terriers sécurisants... » (Jh.)

Cette posture traverse les générations comme en atteste cette étudiante, active dans les cortèges de tête, avouant : « je ne peux plus rentrer chez moi, fermer les yeux et retourner à ma petite vie. » (X.) Continuer à poursuivre sa scolarité à l'université lui donne le sentiment de « laisser quelque chose arriver sans rien faire pour l'empêcher. » (X.) Ces propos soulignent la dimension non réflexive d'actions appelées par l'engagement de l'acteur, conçu comme *commitment*. Ils dévoilent « les mécanismes spécifiques contraignant le comportement au moyen de *paris subsidiaires antérieurs* » (Becker, 2006). Il y aurait là une forme d'engagement par défaut². La référence au concept d'engagement – ainsi conçu par les acteurs – intervient comme la valeur explicative de la cohérence de leurs actions, dès lors mieux expliquées que par une référence au simple calcul coûts/avantages³.

Cette cohérence de l'action atteste, dans le cas présent, de l'adoption d'une « éthique de responsabilité » aux yeux de l'acteur – quoique que l'on puisse en penser par ailleurs, notre étude s'attachant ici aux représentations de ces derniers. En effet, l'étudiante X. résume et justifie son engagement à travers l'idée que « ne pas résister à ce système, c'est commettre beaucoup plus de violence indirectement que résister violemment à ce système » (X.)⁴. Elle se place ainsi dans la posture du partisan de l'« éthique de responsabilité » qui, à la différence de celui affirmant une « éthique de conviction » reconnaîtra la nécessité de s'opposer au mal par la force, pour ne pas être responsable de son triomphe (voir Weber, 1919, p. 170). En effet, le premier ne peut se résoudre à « la simple acceptation résignée du monde » ni choisir l'option

¹ On distingue l'engagement comme *commitment* de l'engagement comme *attachment* – en langue anglaise –, *i.e.* comme « engagement corps et âmes », correspondant à des pratiques dont les motifs réels se situent à un niveau pré-réflexif (voir Gardella et Monnet, 2008).

² L'« engagement par défaut » désigne « tout engagement réalisé sans que l'acteur en ait conscience [...] [et qui] survient au travers d'une série d'actes dont aucun n'est capital, mais qui, pris tous ensemble, constituent pour l'acteur une série de *paris subsidiaires* d'une telle ampleur que ce dernier se trouve dans une situation où il ne veut pas les perdre » (Becker, 2006, p. 188).

³ Cette cohérence se voit trop souvent traduite, de façon réductrice, dans l'idée que l'« on est finalement déjà engagé trop loin pour bifurquer » (Gardella et Monnet, 2008) ce qui a pour effet de gommer l'entière présence de l'individu et de ses choix originaires dans ses actions (voir supra 2.3 et Sartre, 1943).

⁴ À l'occasion, elle critique la posture de « ces gens qui se justifient de ne rien faire parce qu'il ne faut pas tomber dans l'extrême ou dans la radicalité parce que finalement moi, j'ai l'impression que c'est plus une manière de justifier son immobilisme en disant : "Moi, je suis sur le juste milieu, et je suis contre toute forme d'ex... d'extrême". » Les propos de cet autonome du Nord de la France, très actif sur les mobilisations de 2016, lui font écho, lorsqu'il évoque la signification de son engagement : « c'est surtout la signification que ça aurait de pas m'engager que je pourrais pas assumer. Ce mouvement, je l'aurais pas vécu en spectateur, j'aurais pas aimé passer à côté, je peux pas. » (Dr.) Symétriquement, d'autres acteurs, moins engagés, voire d'anciens camarades qui ont préféré la voie de l'*exit*, sont peints sous les traits de la lâcheté.

du « renoncement » (Weber, 1919, p. 184), tout comme les acteurs du cortège de tête l'avouent, au même titre que certains acteurs de la propagande ou de la lutte armées.

Cette étudiante n'est pas un exemple unique du fait que ces acteurs se sentent investis d'une éthique de la responsabilité (Weber, 1919, p. 172). Cette incapacité ou impossibilité à se résoudre à l'état du monde, tel qu'il est, revient dans les propos d'un camarade de X., interrogé sur la signification de son engagement :

« c'est tout simplement une question de moralité derrière aussi. Et principalement moi j'arrive pas à me faire à l'idée que c'est *normal* de voir des gens mourir dans la rue, en tant que SDF, dans nos sociétés actuelles, de voir ce qui se passe. Tout ça pour des questions de richesses ou de géopolitique néolibérale. J'arrive pas à supporter... on a quand même une responsabilité dans ce qui se passe. Et je me vois mal me dédouaner de *mes responsabilités* en tant que être humain, premièrement, et en tant que philosophe tout simplement. Du coup, je dirais que je pourrais pas vivre autrement. Et ça serait impossible. Une fois, j'ai essayé [...]. Moi, je peux pas renier mes convictions, et voilà on est prêt à se battre pour ce qu'on défend. Si on est prêt à se battre pour ce qu'on défend, on peut pas faire de compromis, de concessions... de ce genre, j'y arrive pas. » (St. ; il souligne)

L'éthique de la responsabilité ne signifie pas que les acteurs sont dénués de convictions (voir Weber, 1919, p. 172), ces deux dimensions étant d'autant plus fortement conjointes que les acteurs assument un engagement, où l'action coïncide avec des convictions très affirmées¹. Cette convergence confère en outre un sens positif au concept de radicalité, à distance du traitement péjoratif qui en est couramment proposé dans la sphère médiatique et politique (Amiriaux, 2015 ; Guibet Lafaye et Brochard, 2016)². Ces propos, partiellement recueillis, auprès des participants aux cortèges de tête, dont certains sont des autonomes, contribuent également à relativiser l'influence des organisations sur les trajectoires individuelles (Sawicki et Siméant, 2010, p. e92 ; Fillieule et Mayer, 2001). Ces formes contemporaines d'engagement se distinguent de celles qui ont été étudiées dans les années 1960-1970 dans des groupes de lutte armée militarisés, quand bien même ces deux types d'acteurs ont recours à des moyens illégaux et à des formes de violence politique.

Dans les deux cas toutefois, la rationalité « axiologique » s'articule à des « croyances fortes »³, *i.e.* à des raisons « cognitives », à de bonnes raisons de croire, non seulement au bien fondé de ses propres valeurs, mais aussi à la nécessité d'agir, *i.e.* de ne pas laisser le système se reproduire dans ses formes actuelles. À l'écart des traditions culturalistes ou utilitaristes, les entretiens approfondis avec ces membres de l'extrême gauche mettent en évidence la rationalité « axiologique » qui les porte, au-delà des seules rationalités « téléologique » ou « instrumentale ». Ils contribuent également à suggérer un regard critique sur l'explication psychologisante du terrorisme ou des groupes d'extrême gauche, pratiquant la destruction de biens, proposée par la presse et par le politique. Ces actions décrites comme arbitraires et brutales sont portées par une rationalité « axiologique ». Ici comme dans d'autres domaines, l'acteur, mû par des « croyances fortes », ne détermine pas principalement le choix des moyens en fonction de leur adéquation à des valeurs culturelles ou à des fins mais en vertu d'une « théorie », plus ou moins explicite, dont il est convaincu de la validité, non pour des raisons utilitaires, mais pour des raisons « cognitives » qui ne sont pas moins rationnelles que d'autres. L'analyse de données primaires permet seule d'esquisser ce cadre axiologique et de préciser le « cadre cognitif de crise » (Oberschall, 2000) liminairement invoqué, fondé sur des

¹ Voir supra Dr.

² Voir supra St. cité en note.

³ « On adhère à une théorie quand on a l'impression qu'elle se compose d'un ensemble de propositions qu'on peut toutes accepter, et qu'on ne dispose pas d'une théorie alternative, différente et aussi acceptable. » (Boudon, 2003, p. 57).

« croyances fortes » et se distinguant d'un cadre cognitif normal de perception de l'autre. Ces croyances n'expliquent pas à elles *seules* l'engagement mais la croyance forte constitue une caisse de résonance, un élément explicatif de l'engagement.

Si le paradigme cognitif peut expliquer avec succès les *croyances* des individus, peut-il également expliquer leurs actions ainsi que les *conduites effectivement* tenues ? Les « bonnes raisons » que l'acteur a de croire ce qu'il croit suffisent-elles à expliquer qu'il *agisse* en fonction de ce qu'il croit ? Pour que ce soit le cas, il faudrait que les ressorts des croyances (*lato sensu*) puissent être identifiés à ceux de l'action (voir Cuin, 2005, p. 563). Cette identité est implicitement postulée par le paradigme cognitif. Les extraits évoqués semblent aller dans le sens de cette convergence. On assume alors une conception « hyper-rationaliste » de l'acteur et de son action, dans laquelle serait exclu le fait que les conduites de ce dernier ne reflètent pas toujours les modèles normatifs auxquels il adhère pour les meilleures raisons du monde ni même les « croyances fortes » qu'il a rationnellement formées.

3.4 LE DEVOIR MORAL

L'éthique de l'action dont nous avons précédemment esquissé les linéaments se précise autour de la constitution, par les acteurs, du fait d'agir comme un devoir moral, en l'occurrence, un devoir moral de lutter contre le système. Afin de décrire cet impératif, nous avons réalisé un relevé systématique de toutes les occurrences de ce paradigme dans les entretiens menés. L'occurrence la plus significative est proposée par cet ancien autonome, actif dans les années 1990, qui justifie ses actions d'occupation et de blocage en ces termes :

« tout simplement je pense que parce que *c'était juste de lutter contre le capitalisme*. L'État et le capitalisme sont des systèmes extrêmement violents... qui ont causé des guerres, des génocides, qui pratiquent l'assassinat, la torture, la barbarie, les famines. Pour moi, c'est ça le capitalisme, donc c'est vraiment extrêmement violent. C'est des gens qui meurent de faim, des gens qui meurent de froid dans la rue. Donc face à cette violence... de lutter contre ce système par la violence... pour moi, c'est *juste*, oui c'est juste, c'est *nécessaire*. Je dirais même que, pour moi, c'est *un devoir moral*. Y compris même le fait d'utiliser la violence. Je vois ça comme une question d'assistance à personne en danger. Pour moi, c'est un incendie qu'il faut éteindre. Pour moi, c'est... je pense qu'il y a des vies à sauver, et pour moi, je pense que ce système est vraiment meurtrier. Et pour moi, voilà *c'est ça qui justifie la violence, c'est de sauver des vies* » (Si.¹).

Le devoir d'agir, de s'impliquer qui gouverne et commande les conduites illustre le sens kantien de l'autonomie comme « propriété qu'a la volonté d'être à elle-même sa loi » (Kant, 1785, Ak IV, 447). Il s'agit bien de moralité puisque la norme qui organise la conduite n'est pas n'importe quelle norme mais une loi qui doit valoir pour tous. Les règles individuelles d'action sont ainsi subordonnées au critère de l'universel. Le sujet moral produit cette loi et, dans le même temps, s'y soumet. Ce verbatim illustre bien la thèse kantienne d'un sujet qui choisit (librement) d'élever certaines causes, au rang de motifs ou de raisons d'agir. En ce sens, le sujet demeure responsable, non du contexte dans lequel il agit, mais de la transformation de ce contexte en justification de son action. Or ce sont bien ces dimensions, l'affirmation de l'autonomie et de la liberté au nom de principes prétendant à l'universalité, que l'on retrouve dans les verbatim présentés².

¹ Si. a également été condamné pour violences sur personnes.

² Cette prétention à l'universalité étant certainement ce qui différencie les normes motivant les conduites des partisans de l'extrême gauche et de l'extrême droite, plus soucieuse de la défense de caractéristiques nationales, raciales, religieuses.

L'engagement s'explique alors conformément à un « régime de la justification » (Thévenot, 2006)¹, fondé sur la revendication de principes, qui sont autant de manières de légitimer sa position, et articulé autour de jugements identifiant des éléments pertinents au sein de ce qui advient et une action qui se tient. L'acteur mobilise des catégories du jugement, présentant un haut degré de généralité – comme celle, en l'occurrence, de non assistance à personne en danger –, à partir desquelles il espère pouvoir communiquer ce qu'il cherche à faire et préparer une « mise en commun » (Thévenot, 2006, p. 7).

Conclusion

L'analyse ici proposée s'est efforcée d'apporter, à partir d'une analyse rigoureuse de sources primaires – plutôt rare dans le domaine (voir Silke, 2007) –, un regard décalé sur les phénomènes aujourd'hui qualifiés de radicaux. L'attribution d'un label – tel celui de « radicalisé » ou de « terroriste » – constitue en tant que telle un enjeu de pouvoir, l'entreprise de labellisation visant à dénier toute légitimité, voire toute rationalité, aux groupes étiquetés comme « radicaux » (voir Barbut, 2012, p. 98) ou « terroristes ». Ce déplacement du regard vers les motivations et leur réinterprétation, à partir de la perspective des acteurs, dans une logique compréhensive, doit permettre de détourner l'attention d'« une vision qui stigmatise leur comportement et le réduit à une pathologie, laissant libre cours au lexique de l'exclusion, de la dénonciation ou de la dramatisation et à des commentaires oscillant entre l'angoisse, l'indignation et l'instrumentalisation politique. » (Collovald et Gaïti, 2006, p. 22)

Il s'agissait, pour nous, de tenter de comprendre cette forme d'engagement désigné – et se revendiquant parfois – comme radical ou extrême, dans un contexte où les revendications d'une étiquette radicale sont rares contrairement à ce qui était le cas au tournant des XIX^e et XX^e siècles. Si l'on peut considérer que la spécificité de ce type d'engagement réside dans la conviction, motrice de l'action, que l'on « ne peut pas laisser faire », qu'il est requis de « faire quelque chose » – que l'on trouve également dans les démarches de certains syndicalistes ou d'autres acteurs politiques, en revanche les individus auxquels nous nous référons refusent de se borner aux moyens d'action prescrits par la légalité démocratique. Ainsi la capacité de mettre en œuvre des moyens à la hauteur de ses convictions constitue un trait caractéristique des modes de pensée d'une partie de l'extrême gauche française. De même, le recours à des moyens jugés à la hauteur de ses convictions, associé à une injonction à l'action, constitue des caractéristiques positives plutôt que péjoratives, d'une interprétation renouvelée de l'engagement radical, à distance de son interprétation comme la « conjonction d'une idéologie radicale avec l'usage de moyens radicaux » (Bronner, 2009). Il pose, à l'horizon, la question de la pertinence des entreprises de déradicalisation².

Une généralisation de ces conclusions s'avère en outre envisageable. La portée empirique du terrain réalisé et des résultats auxquels nous avons abouti tient à ce que les acteurs rencontrés participent ou ont participé à des mouvements décrits comme des formes de radicalisation, ce processus étant susceptible de concerner également des mouvements d'extrême droite ou politico-religieux. Les trajectoires ici envisagées dévoilent des mécanismes causaux (voir Della Porta, 2013) potentiellement généralisables à d'autres mouvances politiques voire politico-religieuses, sous couvert de validation empirique de la récurrence de ces phénomènes à partir de données de terrain.

L'approche convoquée était également originale car, plutôt que de privilégier une lecture instrumentale, téléologique, organisationnelle ou fondée sur la sociologie de la déviance, nous

¹ Pour autant qu'il se distingue du « régime du plan » et du « régime de familiarité ».

² Pour autant que la déradicalisation se distingue du désengagement qui envisage plutôt le renoncement à certains moyens d'action sans abandon des croyances individuelles.

avons opté pour une lecture axiologique et une sociologie de l'éthique d'acteurs politiques d'extrême gauche, qualifiés de violents. Celle-là a contribué à mettre en évidence le rapport analytique décisif entre convictions et actions qui se jouait dans la détermination des engagements décrits comme extrêmes ou radicaux. La lecture axiologique récuse l'interprétation utilitariste de l'action, à partir des profits, réels ou symboliques, retirés de l'action. Les entretiens approfondis avec ces membres de l'extrême gauche – dont certains ont été jugés pour terrorisme et d'autres qualifiés de casseurs – mettent en évidence la rationalité « axiologique » qui les porte. L'ordre normatif que nous avons tenté de dévoiler, à partir de leurs propos, manifeste plutôt un souci de la responsabilité morale, du devoir de résistance, d'authenticité de l'engagement, d'implication de soi pour des causes qui ne concernent pas, au premier chef, les acteurs eux-mêmes. La démarche adoptée a ainsi mis au jour la prégnance, dans l'univers représentatif des acteurs, d'une « éthique de responsabilité », au sens d'une incapacité de se résoudre à l'état du monde tel qu'il est, chez des acteurs qui choisissent *parfois* la violence politique. Ce sentiment d'une responsabilité individuelle donne sens à leurs réalisations, actions voire trajectoires, quel que soit le regard ou le jugement que l'on puisse porter par ailleurs sur ces représentations et actions, quand on ne les partage pas. Cette sociologie compréhensive, imposant la neutralité axiologique dans l'analyse, a contribué à esquisser une éthique de l'engagement des groupes radicaux d'extrême gauche qui reste cependant à développer.

Références

- Agrikoliansky Eric, « Carrières militantes, et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51(1), Janv. 2001.
- Amiriaux Valérie, « Après le 7 janvier 2015, quelle place pour le citoyen musulman en contexte libéral sécularisé ? », *Multitudes*, 2/2015, n° 59, p. 83-93.
- Barbut Michael, « “Qui sont les terroristes ?” Lutte de classement autour de la radicalité mapuche », *Lien social et Politiques*, n° 68, automne 2012, p. 79-100.
- Becker H., *Tricks of the Trade: How to Think about Your Research While You're Doing It*, Chicago, The University of Chicago Press, 1998.
- Becker Howard, « Notes sur le concept d'engagement », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 11, 2006, mis en ligne le 28 septembre 2008.
- Benford R.D. et D.A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, 2000.
- Blom Amélie, « Les “martyrs” jihadistes veulent-ils forcément mourir ?. Une approche émiqque de la radicalisation autosacrificielle au Pakistan », *Revue française de science politique* 5/2011, vol. 61, p. 867-891.
- Blumenthal Monica D. *et al.*, *More About Justifying Violence: Methodological Studies of Attitudes and Behavior*, Ann Arbor, Survey Research Center, Institute for Social Research, University of Michigan, 1975.
- Boltanski L. et L. Thévenot *De la Justification, Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.
- Boudon R., « Beyond Rational Choice Theory », *Annual Review of Sociology*, vol. 29, 2003, p. 1-21
- Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 62/ 63, juin 1986, p. 69-72.
- Bronner Gérard, *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Denoël, 2009.

Bugnon Fanny, « De l'«agitation» au «terrorisme». Enjeux de la médiatisation de la violence révolutionnaire en France (1973-1986) », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 247-263.

Collovald A. et B. Gaïti, « Questions sur une radicalisation politique », in A. Collovald et B. Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006, p. 19-45.

Crettiez Xavier, « “High risk activism” : essai sur le processus de radicalisation violente (première partie) », *Pôle Sud*, 1/2011, n° 34, p. 45-60.

Cuin Charles-Henry, « Le paradigme « cognitif » : quelques observations et une suggestion », *Revue française de sociologie*, 3, 2005, vol. 46, p. 559-572.

Della Porta Donatella, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Duriez B. et F. Sawicki, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, 63, 2003.

Durkheim É., *Sociologie et philosophie* [1924], Paris, PUF, 3^{ème} éd, 1967.

Elster Jon, « Motivations and Beliefs in Suicide Missions », in Diego Gambetta, *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

Fillieule O., « Post-scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51, 2001, p. 199-215.

Fillieule O. et N. Mayer (dir.), Dossier « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, 51, 2001, p. 19-25.

Gardella Édouard et Éric Monnet, « Éditorial », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 11 | 2006, mis en ligne le 11 février 2008, consulté le 27 mai 2017.

Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, 11, 1, 2005.

Giddens A., *Central Problems in Social Theory: Action, Structure and Contradiction in Social Analysis*, Berkeley, University of California Press, 1979.

Giraud Isabelle, « Radicalisation et présence des jeunes dans la Marche mondiale des femmes : un processus de construction de nouvelles formes de radicalités féministes contemporaines », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 63-78.

Goffman Erving, *Encounters*, New York, Bobbs-Merrill Company, 1961.

Gould R.V., *Insurgent Identities: Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

Grawitz Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Précis Dalloz, 9^e éd., 1993.

Grojean Olivier, « “Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration”. Gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale », *Revue internationale de politique comparée*, 2010/4, vol. 17, p. 63-76.

Guibet Lafaye Caroline, « Comment se construisent les raisonnements sur la justice sociale ? », *Klesis*, Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences humaines et Sociales (CRISES) de Montpellier, 29 : « Droits de l'homme et démocratie », 2014, p. 93-118.

Guibet Lafaye Caroline, « “Choc moral”, émotion, violence : la violence politique est-elle le fruit de la colère ? », *Klesis*, Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences humaines et Sociales (CRISES) de Montpellier, 37, 2017a.

Guibet Lafaye Caroline, « Engagement radical, extrême ou violent : Basculement ou “continuation” de soi ? », *Sens public*, Université de Montréal, Canada, 2017, <http://sens-public.org/article1254.html>, p. 1-42.

Guibet Lafaye C., « “Ce qui est intolérable, il ne faut pas le tolérer” : Sentiments d'injustice et usage de la violence illégale », in Hayet Moussa et Imed Melliti (dir.), *Injustices. Pour une sociologie du bien commun et des frustrations*, Tunis, 2017c. [À paraître.]

Guibet Lafaye C. et P. Brochard, « La radicalisation vue par la presse : fluctuation d'une représentation », *Bulletin de Méthodologie Sociologique (BMS)*, Paris, Sage, vol. 130, n°1, 2016, p. 1-24.

Gurr Ted Robert, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

Hughes Everett, *Men and their Work* [1958], Glencoe, IL, Free Press, 1996.

Hume D., *Histoire d'Angleterre* [1754-1762], Paris, Hachette, 2014.

Isambert F.-A., P. Ladrière et J.-P. Terrenoire, « Pour une sociologie de l'éthique », *Revue française de sociologie*, 19, 3, 1978, p. 323-339.

Johnson H. et B. Klandermans (dir.), *Social Movements and Culture*, Univ. of Minnesota/UCL Press, Minneapolis-Londres, 1995.

Jongerden Joost et Ahmet Hamdi Akkaya, « The Kurdistan Workers Party and a New Left in Turkey: Analysis of the revolutionary movement in Turkey through the PKK's memorial text on Haki Karer », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 14|2012, <http://ejts.revues.org/4613>.

Jongerden Joost, « Making sense: Research as active engagement », *Kurdish Studies*, vol. 4 n° 1, 2016, p. 94-104.

Kant Emmanuel, *Fondements de la métaphysique des mœurs* [1785], Ak IV ; tr. fr. in *Œuvres complètes*, t. II, Paris, Gallimard, 1985.

Kant Emmanuel, *La Religion dans les limites de la simple raison* [1793], Paris, Vrin, 1994.

Kaufmann Jean-Paul, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan, 1996.

Khosrokhavar F., *Quand Al-Qaïda parle. Témoignages derrière les barreaux*, Paris, Grasset, 2006.

Laperrière A., « Les critères de scientificité des méthodes qualitatives », in J. Poupard *et al.* (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Boucherville (Québec), G. Morin éd., 1997.

Lupsha Peter, « Explanation of Political Violence: Some Psychological Theories Versus Indignation », *Politics and Society*, 2, 1971, p. 89-104.

Marchand Pascal, « Expliquer la radicalisation (1) : individus, interactions, identités et croyances », *The Conversation*, 27 janvier 2016, <https://theconversation.com/expliciter-la-radicalisation-1-individus-interactions-identites-et-croyances-53520>.

Massicotte Marie-Josée et Dan Furukawa Marques, « Processus de radicalisation et radicalité au quotidien : discours et pratiques des communautés rurales au Brésil », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 167-191.

McAdam D., « Recruitment to High Risk Activism. The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, p. 64-90.

McCarthy J.D. et M.N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory » in M.N. Zald et J.D. McCarthy (dir.), *Social movements in an Organizational society*, collected Essays, New Brunswick, Transaction Books, 1987.

Mendras Henri, *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980.

Neveu Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.

Oberschall A., « The manipulation of ethnicity : from ethnic cooperation to violence and war in Yugoslavia », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 23, n° 6, novembre 2000, p. 982-1001.

Ogien Albert, *Sociologie de la déviance*, Paris, Armand Colin, 1995.

Olson Mancur, *Logique de l'action collective* [1965], tr. fr., Paris, PUF, coll. Sociologies, 1987.

Reemtsma Jan Philipp, *Confiance et violence. Essai sur une configuration particulière de la modernité*, Paris, Gallimard, 2011.

Sartre J.-P., *L'Être et le Néant* [1943] Paris, Gallimard, Bibl. des idées, rééd. 1971.

Sawicki F. et J. Siméant, « Decompartmentalizing the sociology of activist commitment. A critical survey of some recent trends in French research », *Sociologie du travail*, 52S, 2010, p. e83-e109.

- Schlesinger L.B., « Familicide, depression and catathymic process », *Journal of Forensic Sciences*, 45, 2000, p. 200-203.
- Seegmiller B., « Radicalized margins : Eric Rudolph and Religious Violence », *Terrorism and Political Violence*, n° 19, 2007.
- Silke A., « The Rise and rise of terrorism studies », *The Guardian*, 3 juillet 2007.
- Sommier I., « Les processus de radicalisation », *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2008, p. 59-93.
- Sommier Isabelle, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35.
- Stern R., « Does “Ought” imply “Can” ? », *Utilitas*, vol. 16, n° 1, 2004, p. 42-61.
- Strauss Anselm, *Mirrors and Masks : The Search for Identity*, Glencoe, IL, Free Press, 1959.
- Sykes G. et D. Matza, « Techniques of Neutralization: A Theory of Delinquency », *American Sociological Review*, 22(6), 1957, p. 664-670.
- Thévenot L., *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, La Découverte, coll. « textes à l'appui /politique et sociétés », Paris, 2006.
- Traïni C., « Choc moral », in O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Science Po, 2009.
- Turina I., « Éthique et engagement dans un groupe antispéciste », *L'Année sociologique*, 2010/1, vol. 60, p. 161-187.
- Veldhuis T. et J. Staun, *Islamist Radicalisation: A Root Cause Model*, The Hague, Netherlands Institute of International Relations Clingendael, 2009.
- Victoroff J., « The Mind of a Terrorist. A Review and Critique of Psychological Approaches », *Journal of Conflict Resolution*, 49, 2005, p. 3-42.
- Voëgtli M., « Du jeu dans le je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et politiques – RIAC*, 51, 2004, p. 145-158.
- Weber M., *Sociologie des religions* [1919] Paris, Gallimard, 1996.